Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 112° — Numero 265

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA ROMA - Martedì, 19 ottobre 1971

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI - TELEFONO 650-139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 - 00100 ROMA - CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI

Annuo L. 21.030 - Semestrale L. 11.030 - Trimestrale L. 6.020 - Un fascicolo L. 100 - Fascicoli annate arretrate: L. 200 - Supplementi ordinari: L. 100 per ogni sedicesimo o frazione di esso.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)

Annuo L. 16.030 - Semestrale L. 9.020 Trimestrale L. 5.010 - Un fascicolo L. 90 - Fascicoli annate arretrate: L. 180.

I PREZZI di abbonamento sono comprensivi d'imposta di bollo — Per l'ESTERO i prezzi di abbonamento sono il doppio di quelli indicati per l'interno
I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/40500 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero del Tesoro) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r; GENOVA, via XII Ottobre, 172/r (Piccapietra); BOLOGNA, Strada Maggiore, 23/A e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di provincia. Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico dello Stato — Libreria dello Stato — Piazza Verdi, 10 — 00100 Roma, versando l'importo maggiorato delle spese di spedizione a mezzo del c/c postale 1/2640. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono in Roma (Ufficio inserzioni — Via XX Settembre — Palazzo del Ministero del Tesoro). Le agenzie di Milano, Napoli, Firenze, Genova e Bologna possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 8 maggio 1971, n. **831**.
Ratifica ed esecuzione della convenzione sulle facilitazioni al traffico marittimo internazionale, adottata a Londra il 9 aprile 1965.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la convenzione sulle facilitazioni al traffico marittimo internazionale, adottata a Londra il 9 aprile 1965.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla convenzione indicata nell'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore, in conformità all'articolo XI della convenzione stessa.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 8 maggio 1971

SARAGAT

COLOMBO — MORO — RESTIVO — PRETI — BOSCO — ATTAGUILE — MARIOTTI

Visto, *il Guardasigilli*: COLOMBO

ALLEGATO

ACTE FINAL DE LA CONFERENCE INTERNATIONALE VISANT A FACILITER LES VOYAGES ET LES TRANSPORTS MARITIMES, 1965

1. Sur invitation de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, une conférence s'est réunie à Londres du 24 mars au 9 avril 1965 en vue d'établir une convention visant à faciliter le trafic maritime international.

2. Les Gouvernements des cinquante sept Etats suivants étaient représentés par des délégations à la Conférence:

Algérie	Monaco
Argentine	Nicaragua
Australie	Nigeria
Belgique	Norvège
Brésil	Nouvelle-Zélande
Bulgarie	Panama
Cameroun	Pays-Bas
Canada	Philippines
République de Chine	Pologne
Colombie	République arabe unie
Congo (Léopoldville)	République Dominicaine
Corée	République fédérale d'Allemagne
Côte d'Ivoire	République malgache
Danemark	République socialiste soviétique d'Ukraine
Equateur	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
Espagne	Saint-Marin
Etats-Unis d'Amérique	Sénégal
Finlande	Suède
France	Tchécoslovaquie
Ghana	Trinité et Tobago
Grèce	Tunisie
Honduras	Union des Républiques socialistes soviétiques
Hongrie	Uruguay
Inde	Venezuela
Irlande	Yougoslavie
Israël	Zambie
Italie	
Japon	
Liban	
Malaysia	
Mexique	

3. Les Gouvernements des Etats suivants étaient representés par des observateurs:

Ceylan	Roumanie
Chili	Saint-Siège
Irak.	Soudan
Pérou	Suisse
République arabe syrienne	Thaïlande
	Turquie

4. Les organisations intergouvernementales suivantes étaient représentées par des observateurs:

Organisation des Nations Unies
Bureau international du Travail
Organisation mondiale de la santé
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
Organisation de l'aviation civile internationale
Commission océanographique intergouvernementale
Conseil de coopération douanière
Office international des épizooties
Organisation de coopération et de développement économiques.

5. Les organisation non gouvernementales suivantes avaient désigné des observateurs à la Conférence:

Chambre de commerce internationale
Chambre internationale de la marine marchande
Confédération internationale des syndicats libres
Organisation internationale de normalisation
Fédération internationale des armateurs
Union internationale des organismes officiels de tourisme
Union internationale d'assurances transports.

6. M. G.E. do Nascimento e Silva, Chef de la délégation du Brésil, a été élu président de la Conférence.

7. La Conférence a nommé vice-présidents M. Fila (Pologne), M. van Ijsseldijk (Pays-Bas), M. S.M.A. Banister (Royaume-Uni) et M. D.E. Ogisi (Nigeria).

Le Secrétaire général de la Conférence était M. Jean Rouillier (Secrétaire général de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime), et le Secrétaire exécutif M. Roger Grosclaude (Chef du service des relations extérieures et des affaires juridiques du Secrétariat).

8. Pour l'exécution de ses travaux, la Conférence a constitué les Commissions suivantes:

Comité général:

Président: M. R.W. Radford (Royaume-Uni),
Vice-président: M. G.M.M. Duval (République malgache);

Commission de vérification des pouvoirs:

Président: M. M.J. Wilson (Australie);

Comité de rédaction:

Président: M. V. Seferna (Tchécoslovaquie),
Vice-président: M. A. Hofman (Pays-Bas);

Commission chargée des questions de douane et des questions connexes:

Président: M. R.V. McIntyre (Etats-Unis d'Amérique),
Vice-président: M. C. Martelli (Italie);

Commission chargée des questions d'immigration:

Président: M. A.J. Fonteijn (Pays-Bas),
Vice-président: M. T. Takehira (Japon);

Commission chargée des questions de santé:

Président: M. Lembrez (France),
Vice-président: M. G. Harine (URSS).

9. La Conférence était saisie d'un projet de Convention visant à faciliter le trafic maritime international et de son Annexe, préparés par un Groupe d'experts et présentés par le Secrétaire général de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime; elle a pris ces documents comme base de ses discussions. A la suite de ses délibérations, qui sont reproduites dans les comptes rendus et rapports des diverses Commissions, ainsi que dans les comptes rendus des séances plénières, la Conférence a élaboré et ouvert à la signature et à l'approbation une Convention visant à faciliter le trafic maritime international. La Convention figure dans l'Annexe *A* du présent Acte final. L'Annexe à la Convention est reproduite dans l'Annexe *B*.

10. La Conférence a adopté des résolutions qui figurent à l'Annexe *C* du présent Acte final et qui traitent des questions suivantes:

1) Nécessité d'encourager les Etats à approuver la Convention ou à y adhérer.

2) Acceptation des normes.

3) Création de commissions nationales et régionales.

4) Constitution d'un groupe de travail *ad hoc.*

5) Travaux futurs sur les mesures diverses d'assouplissement.

6) Assouplissement des formalités pour le tourisme et les voyages internationaux.

EN FOI DE QUOI, les représentants ont apposé leur signature au bas du présent Acte final.

FAIT à Londres ce neuf avril mil neuf cent soixante-cinq, en un seul exemplaire, dans les langues anglaise, espagnole, française et russe.

Les textes originaux du présent Acte final seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime, qui adressera des copies certifiées conformes du présent instrument à chacun des gouvernements invités à se faire représenter à la Conférence.

Pour le Gouvernement de la République Algérienne

Pour le Gouvernement de la République Argentine
H. MARCO

Pour le Gouvernement du Commonwealth d'Australie
R. W. WHITELAW

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique
J. DE THIER

Pour le Gouvernement des Etats-Unis du Brésil
Geraldo Eulalio DO NASCIMENTO e SILVA
Ruy DE MIRANDA e SILVA

Pour le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie
B. CHRISTOV

Pour le Gouvernement de la République Fédérale du Cameroun
J. M. HAPPY-TCHANKOU

Pour le Gouvernement du Canada
J. M. COTE
George G. LEASK

Pour le Gouvernement de la République de Chine
TSING-CHANG LIU

Pour le Gouvernement de la République de Colombie
A. G. PORTO-HERRERA
J. FONSECA

Pour le Gouvernement de la République du Congo (Léopoldville)
B. BICOTIER

Pour le Gouvernement de la République Tchécoslovaque
V. SEFERNA
M. KIRINOVIC

Pour le Gouvernement du Royaume du Danemark
Sven LUNDDAHL

Pour le Gouvernement de la République Dominicaine
A. A. ESPAILLAT

Pour le Gouvernement de la République de l'Equateur
J. Z. MENENDEZ

Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne
Karl SCHUBERT

Pour le Gouvernement de la République de Finlande
H. ANDERSSON

Pour le Gouvernement de la République Française
Jean MORIN
Louis AUDIGOU
J. P. DARAM

Pour le Gouvernement de la République du Ghana
Y. K. QUARTEY

Pour le Gouvernement de la République de Grèce
Th. SOPHOULIS

Pour le Gouvernement de la République du Honduras

Pour le Gouvernement de la République populaire Hongroise
J. INCZE

Pour le Gouvernement de la République de l'Inde
M. V. PAI

Pour le Gouvernement de l'Irlande

Pour le Gouvernement de l'Etat d'Israël
Capt. I. AUERBACH
I. J. MINTZ

Pour le Gouvernement de la République Italienne
Fernando GHIGLIA

Pour le Gouvernement de la République de Côte-d'Ivoire
J. M. BESSETEAUX

Pour le Gouvernement du Japon
K. YOSHIDA

Pour le Gouvernement de la République de Corée
H. K. LEE

Pour le Gouvernement de la République Libanaise
Elie S. BOUSTANY

Pour le Gouvernement de la République Malgache
A. BOTRALAHY
H. RASOLONDRAIBE

Pour le Gouvernement de Malaysia
Raja Azam bin Raja KAMARALZAMAN

Pour le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique
H. CARDENAS-RODRIGUEZ

Pour le Gouvernement de la Principauté de Monaco
André PASSERON

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas
F. VAN IJSSELDIJK

Pour le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande
J. F. BYERS

Pour le Gouvernement de la République du Nicaragua
José SANDINO

Pour le Gouvernement de la République Fédérale de Nigeria
D. E. OGISI

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège
Sverre HOLT

Pour le Gouvernement de la République du Panama

Pour le Gouvernement de la République du Pérou

Pour le Gouvernement de la République des Philippines
M. P. LICHAUCO

Por le Gouvernement de la République populaire de Pologne
M. FILA

Pour le Gouvernement de la République de Saint-Marin

Pour le Gouvernement de la République du Sénégal

Pour le Gouvernement de l'Etat Espagnol
Marquis DE SANTA CRUZ

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède
G. LINDENCRONA

Pour le Gouvernement de la Trinité et Tobago
E. H. MURRAY

Pour le Gouvernement de la République Tunisienne

Pour le Gouvernement de la République Arabe Unie
Mustapha EL-HEFNAOUI

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord
A. W. WOOD

Pour le Gouvernement de la République Socialiste soviétique d'Ukraine
Larisa A. KOROTKOVA

Pour le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes Soviétiques
A. A. SOLDATOV

Pour le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique
Robert V. MCINTYRE
Carroll PERRY, *jr.*

Pour le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay

Pour le Gouvernement de la République du Vénézuela

Pour le Gouvernement de la République fédérative socialiste de Yougoslavie
A. BLAZEVIC
M. VIVOD

Pour le Gouvernement de la République de Zambie
Joseph MWANAKATWE

ANNEXE *A*

CONVENTION VISANT A FACILITER LE TRAFIC MARITIME INTERNATIONAL

Les Gouvernements contractants,

désireux de faciliter le trafic maritime en simplifiant et en réduisant au minimum les procédures, les formalités et les documents requis pour l'entrée, le séjour au port et la sortie des navires effectuant des voyages internationaux,

sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier

Conformément aux dispositions de la présente Convention et de son Annexe, les Gouvernements contractants s'engagent à adopter toutes mesures appropriées tendant à faciliter et à accélérer le trafic maritime international, ainsi qu'à éviter les retards inutiles aux navires, aux personnes et aux biens se trouvant à bord.

Article II

1) Les Gouvernements contractants s'engagent à coopérer, conformément aux dispositions de la présente Convention, pour élaborer et appliquer les mesures destinées à faciliter l'arrivée, le séjour au port et la sortie des navires. Ces mesures seront, dans toute la mesure du possible, au moins aussi favorables que celles qui sont en vigueur pour d'autres modes de transport internationaux, bien qu'elles puissent en différer selon les conditions particulières à chacun d'eux.

2) Les mesures destinées à faciliter le trafic maritime international, prévues dans la présente Convention et son Annexe, s'appliquent également aux navires d'Etats riverains ou non de la mer, dont les gouvernements sont parties à la présente Convention.

3) Les dispositions de la présente Convention ne s'appliquent ni aux navires de guerre ni aux bateaux de plaisance.

Article III

Les Gouvernements contractants s'engagent à coopérer pour uniformiser dans toute le mesure du possible les procédures, formalités et documents dans tous les domaines où cette uniformisation peut faciliter et améliorer le trafic maritime international, ainsi qu'à réduire au minimum les modifications jugées nécessaries pour répondre à des exigences d'ordre interne.

Article IV

Afin d'atteindre les objectifs énoncés aux articles précédents de la présente Convention, les Gouvernements contractants s'engagent à coopérer entre eux ou par l'intermédiaire de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime (ci-après dénommée « l'Organisation ») pour les questions se rapportant aux procédures, formalités et documents requis, ainsi qu'à leur application au trafic maritime international.

Article V

1) Aucune des dispositions de la présente Convention, ou de son Annexe, ne doit être interprétée comme faisant obstacle à l'application de mesures plus favorables dont un Gouvernement contractant fait ou pour-

rait faire bénéficier le trafic maritime international en vertu de sa législation nationale ou de dispositions de tout autre accord international.

2) Aucune des dispositions de la présente Convention, ou de son Annexe, ne doit être interprétée comme empêchant un Gouvernement contractant d'appliquer des mesures temporaires qu'il juge nécessaires pour preserver la moralité, la sécurité et l'ordre publics, ou pour empêcher l'introduction ou la propagation de maladies ou de fléaux risquant d'affecter la santé publique ou de s'attaquer aux animaux ou aux végétaux.

3) Tous les points qui ne font pas l'objet de prescriptions expresses dans la présente Convention restent régis par la législation des Gouvernements contractants.

Article VI

Aux fins d'application de la présente Convention et de son Annexe, on entend:

a) par « normes », le dispositions qu'il est jugé possible et nécessaire de faire appliquer uniformément par les Gouvernements contractants, conformément à la Convention, afin de faciliter le trafic maritime international;

b) par « pratiques recommandées », les dispositions qu'il est jugé souhaitable de faire appliquer par les Gouvernements contractants pour faciliter le trafic maritime international.

Article VII

1) L'Annexe à la présente Convention peut être modifiée par les Gouvernements contractants, soit sur l'initiative de l'un d'eux, soit à l'occasion d'une conférence réunie à cet effet.

2) Tout Gouvernement contractant peut prendre l'initiative de proposer un amendement à l'Annexe en adressant un projet d'amendement au Secrétaire genéral de l'Organisation (ci-après dénommé « le Secrétaire général »):

a) à la demande expresse d'un Gouvernement contractant, le Secrétaire genéral communique directement les propositions d'amendement à tous les Gouvernements contractants pour examen et approbation. S'il ne reçoit pas de demande expresse à cet effet, le Secrétaire général peut procéder aux consultations qu'il estime souhaitables avant de communiquer ces propositions aux Gouvernements contractants;

b) chaque Gouvernement contractant notifie au Secrétaire général dans l'année qui suit la réception de cette communication s'il approuve ou non l'amendement proposé;

c) toute notification de cet ordre est adressée par écrit au Secrétaire général qui en avise tous les Gouvernements contractants;

d) tout amendement à l'Annexe adopté conformément au présent paragraphe entre en vigueur six mois après la date à laquelle il est approuvé par plus de la moitié des Gouvernements contractants;

e) le Secrétaire général informe tous les Gouvernements contractants de tout amendement qui entre en vigueur aux termes du présent paragraphe ainsi que de la date à laquelle cet amendement entrera en vigueur.

3) Le Secrétaire général convoque une conférence des Gouvernements contractants chargée d'examiner les amendements à l'Annexe lorsqu'un tiers au moins de ces Gouvernements le demande. Tout amendement adopté, lors d'une telle conférence, par une majorité des deux tiers des Gouvernements contractants présents et votants, entre en vigueur six mois après la date à laquelle le Secrétaire général notifie l'amendement adopté aux Gouvernements contractants.

4) Le Secrétaire général informe dans les mailleurs délais les Gouvernements signataires de l'adoption et de l'entrée en vigueur de tout amendement adopté conformément au présent article.

Article VIII

1) Tout Gouvernement contractant, soit qu'il juge impossible de se conformer à l'une quelconque des normes en y adaptant ses procédures, formalités et documents, soit qu'il estime nécessaire pour des raisons particulières d'exiger des dispositions différentes de celles prévues dans ladite norme, doit informer le Secrétaire général de cette situation et des différences existant avec la norme. Cette notification intervient aussitôt que possible après l'entrée en vigueur de la présente Convention à l'égard du Gouvernement intéressé ou lorsqu'il a pris la décision d'exiger des procédures, formalités et documents différant des prescriptions de la norme.

2) S'il s'agit d'amendement à une norme ou d'une norme nouvellement adoptée, l'existence d'une différence doit être notifiée au Secrétaire général aussitôt que possible après la date d'entrée en vigueur de ces modifications ou après que la decision a été prise d'exiger des procédures, formalités ou documents différents. Tout Gouvernement contractant peut notifier en même temps les mesures qu'il se propose de prendre pour adapter les procédures, formalités ou documents qu'il exige aux dispositions de la norme amendée ou nouvelle.

3) Les Gouvernements contractants sont instamment invités à adapter dans toute la mesure du possible aux pratiques recommandées les procédures, formalités et documents qu'ils exigent. Dès qu'un Gouvernement contractant a réalisé cette concordance, il en informe le Secrétaire général.

4) Le Secrétaire général informe les Gouvernements contractants de toute notification qui lui est faite en application des paragraphes précédents du présent article.

Article IX

Le Secrétaire général convoque une conférence des Gouvernements contractants, pour la révision ou l'amendement de la présente Convention, à la demande d'un tiers au moins des Gouvernements contractants. Les dispositions révisées ou les amendements sont adoptés par la Conférence à la majorité des deux tiers; ils font l'objet de copies certifiées conformes qui sont ensuite adressées par le Secrétaire général à tous les Gouvernements contractants pour approbation. Une année après que les dispositions révisées ou les amendements auront été approuvés par les deux tiers des Gouvernements contractants, chaque révision ou amendement entrera en vigueur à l'égard de tous les Gouvernements contractants à l'exception de ceux qui, avant son entrée en vigueur, auront déclaré qu'ils ne l'approuvent pas. La Conférence peut, par un vote à la majorité des deux tiers, décider au moment de l'adoption d'un texte révisé ou d'un amendement que celui-ci est d'une nature telle

que tout Gouvernement qui a fait cette déclaration et qui n'approuve pas la révision ou l'amendement dans le délai d'une année après son entrée en vigueur cessera, à l'expiration de ce délai, d'être partie à la Convention.

Article X

1) La présente Convention restera ouverte à la signature pendant six mois à compter de ce jour et elle restera ensuite ouverte à l'adhésion.

2) Les Gouvernements des Etats membres de l'Organisation des Nations Unies, de l'une quelconque des institutions spécialisées ou de l'Agence internationale de l'énergie atomique, ou parties au Statut de la Cour internationale de Justice, peuvent devenir parties à la présente Convention par:

a) la signature sans réserve quant à l'approbation;

b) la signature avec réserve quant à l'approbation, suivie d'approbation; et

c) l'adhésion.

L'approbation ou l'adhésion s'effectueront par le dépôt d'un instrument auprès du Secrétaire général.

3) Le Gouvernement de tout Etat non habilité a devenir partie à la Convention en vertu du paragraphe 2 du présent article peut en faire la demande au Secrétaire général. Il pourra être admis à devenir partie à la Convention, conformément aux dispositions du paragraphe 2, à condition que sa demande ait été approuvée par les deux tiers des Membres de l'Organisation autres que les Membres associés.

Article XI

La présente Convention entre en vigueur soixante jours après la date à laquelle les Gouvernements de dix Etats au moins l'auront signée sans réserve quant à l'approbation ou auront déposé leur instrument d'approbation ou d'adhésion. Elle entre en vigueur, à l'egard de tout Gouvernement qui l'approuve ou y adhère ultérieurement, soixante jours après le dépôt de l'instrument d'approbation ou d'adhésion.

Article XII

Lorsque la présente Convention aura été en vigueur trois années à l'égard d'un gouvernement contractant, ce gouvernement peut la dénoncer par notification écrit adressée au Secrétaire général qui communique à tous les autres Gouvernements contractants la teneur et la date de réception de toute notification de cette nature. Cette dénonciation prend effet un an après la date à laquelle le Secrétaire général en a reçu notification, ou à la fin de toute période plus longue que pourra spécifier ladite notification.

Article XIII

1) *a*) Les Nations Unies, lorsqu'elles assument la responsabilité de l'administration d'un territoire, ou tout Gouvernement contractant chargé d'assurer les relations internationales d'un territoire, doivent, aussitôt que possible, procéder à des délibérations avec ce territoire, pour s'efforcer de lui étendre l'application de la présente Convention et peuvent, à tout moment, par une notification écrite adressée au Secrétaire général, déclarer que la Convention s'étend à un tel territoire.

b) L'application de la présente Convention est étendue au territoire désigné dans la notification, à partir de la date de réception de celle-ci ou de toute autre date qui y est indiquée.

c) Les dispositions de l'article VIII de la présente Convention s'appliquent à tout territoire auquel la Convention s'étend conformément au présent article. L'expression « ses procédures, formalités et documents » comprend dans ce cas les dispositions en vigueur dans le territoire en question.

d) La présente Convention cesse de s'appliquer à tout territoire après un délai d'un an à partir de la date de réception d'une notification adressée à cet effet au Secrétaire général, ou à la fin de toute période plus longue spécifiée dans la notification.

2) Le Secrétaire général notifie à tous les Gouvernements contractants l'extension de la présente Convention à tout territoire en vertu des dispositions du paragraphe 1 du présent article, en spécifiant dans chaque cas la date à partir de laquelle la présente Convention est devenue applicable.

Article XIV

Le Secrétaire général fait connaître à tous les Gouvernements signataires de la Convention, à tous les Gouvernements contractants et à tous les Membres de l'Organisation:

a) l'état des signatures apposées à la présente Convention et leur date;

b) le dépôt des instruments d'approbation et d'adhésion, ainsi que les dates de dépôt;

c) la date à laquelle la Convention entrera en vigueur conformément à l'article XI;

d) les notifications reçues conformément aux articles XII et XIII ainsi que leur date;

e) la convocation de toute conférence prévue aux articles VII et IX.

Article XV

La présente Convention et son Annexe seront déposées auprès du Secrétaire général qui en communiquera des copies certifiées conformes aux Gouvernements signataires et à tous les autres Gouvernements qui adhèrent à la présente Convention. Dès que la Convention entrera en vigueur, le Secrétaire général la fera enregistrer conformément aux dispositions de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies.

Article XVI

La présente Convention et son Annexe sont rédigées en langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi. Il en est établi des traductions officielles en langues russe et espagnole, lesquelles sont déposées avec les textes originaux signés.

EN FOI DE QUOI, les soussignés dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements ont signé la présente Convention.

FAIT à Londres, le **9 avril 1965.**

Pour le Gouvernement du Royaume d'Afghanistan

Pour le Gouvernement de la République populaire d'Albanie

Pour le Gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire
(Sous réserve de ratification).
L. KHELIFA

Pour le Gouvernement de la République Argentine
(Sous réserve d'approbation).
H. MARCO

Pour le Gouvernement du Commonwealth d'Australie

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique
(Sous réserve de ratification)
J. DE THIER
9 septembre 1965

Pour le Gouvernement de la République de Bolivie

Pour le Gouvernement des Etats-Unis du Brésil
(Sous réserve d'approbation).
Geraldo Eulalio DO NASCIMENTO E SILVA
Ruy DE MIRANDA E SILVA

Pour le Gouvernement de la République populaire de Bulgarie

Pour le Gouvernement de l'Union birmane

Pour le Gouvernement du Royaume du Burundi

Pour le Gouvernement de la République socialiste soviétique de Biélorussie

Pour le Gouvernement du Royaume du Cambodge

Pour le Gouvernement de la République fédérale du Cameroun

Pour le Gouvernement du Canada
(Sous réserve de ratification).
J. M. COTE
George G. LEASK

Pour le Gouvernement de la République centrafricaine

Pour le Gouvernement de Ceylan

Pour le Gouvernement de la République du Tchad

Pour le Gouvernement de la République du Chili

Pour le Gouvernement de la République de Chine
(Sous réserve d'approbation).
TSING-CHANG LIU

Pour le Gouvernement de la République de Colombie

Pour le Gouvernement de la République du Congo (Brazzaville)

Pour le Gouvernement de la République démocratique du Congo (Léopoldville)

Pour le Gouvernement de la République du Costa Rica

Pour le Gouvernement de la République de Cuba

Pour le Gouvernement de la République de Chypre

Pour le Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque

Pour le Gouvernement de la République du Dahomey

Pour le Gouvernement du Royaume du Danemark
(Sous réserve d'approbation).
Sven LUNDDAHL

Pour le Gouvernement de la République Dominicaine
(Sous réserve d'approbation).
A. A. ESPAILLAT

Pour le Gouvernement de la République de l'Equateur
(Sous réserve d'approbation).
J. MENENDEZ

Pour le Gouvernement de la République d'El Salvador

Pour le Gouvernement de l'Empire d'Ethiopie

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne
(Sous réserve d'approbation).
SCHUBERT

Pour le Gouvernement de la République de Finlande
(Sous réserve d'approbation).
B. ANDERSSON

Pour le Gouvernement de la République française
(Sous réserve d'approbation).
Jean MORIN

Pour le Gouvernement de la République gabonaise

Pour le Gouvernement de la République du Ghana
(Sous réserve d'approbation).
Y. K. QUARTEY

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce
(Sous réserve d'approbation).
Th. SOPHOULIS

Pour le Gouvernement de la République du Guatemala

Pour le Gouvernement de la République de Guinée

Pour le Gouvernement de la République d'Haïti

Pour le Saint-Siège

Pour le Gouvernement de la République du Honduras

Pour le Gouvernement de la République populaire hongroise
(Sous réserve d'approbation).
Incze JENÖ

Pour le Gouvernement de la République d'Islande

Pour le Gouvernement de la République de l'Inde

Pour le Gouvernement de la République d'Indonésie

Pour le Gouvernement de l'Empire d'Iran

Pour le Gouvernement de la République d'Irak

Pour le Gouvernement de l'Irlande
(Sous réserve d'approbation).
M. A. HAYES
M. DELANY

Pour le Gouvernement de l'Etat d'Israël
(Sous réserve d'approbation).
Captain I. AUERBACH
I. J. MINTZ

Pour le Gouvernement de la République italienne
(Sous réserve d'approbation).
Fernando GHIGLIA

Pour le Gouvernement de la République de Côte d'Ivoire
(Sous réserve d'approbation).
M. BESSETEAUX

Pour le Gouvernement de la Jamaïque

Pour le Gouvernement du Japon
(Sous réserve d'approbation).
KENZO YOSHIDA
30 septembre 1965

Pour le Gouvernement du Royaume hachémite de Jordanie

Pour le Gouvernement du Kenya

Pour le Gouvernement de la République de Corée
(Sous réserve d'approbation).
H. K. LEE

Pour le Gouvernement de l'Etat du Koweit

Pour le Gouvernement du Royaume du Laos

Pour le Gouvernement de la République libanaise
Élie J. BOUSTANY

Pour le Gouvernement de la République du Libéria

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Libye

Pour le Gouvernement de la Principauté de Liechtenstein

Pour le Gouvernement du grandduché de Luxembourg

Pour le Gouvernement de la République malgache
(Sous réserve d'approbation).
A. BOTRALAHY

Pour le Gouvernement de Malaysia
(Sous reserve d'approbation).
KAMARALZAMAN

Pour le Gouvernement de la République du Mali

Pour le Gouvernement de Malawi

Pour le Gouvernement de Malte

Pour le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie

Pour le Gouvernement des Etats-Unis du Mexique

Pour le Gouvernement de la Principauté de Monaco
PASSERON

Pour le Gouvernement de la République populaire mongole

Pour le Gouvernement du Royaume du Maroc

Pour le Gouvernement du Royaume du Népal

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas
(Sous réserve d'approbation).
D. W. VAN LYNDEN

Pour le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande

Pour le Gouvernement de la République du Nicaragua
(Sous réserve d'approbation).
J. L. SANDINO

Pour le Gouvernement de la République du Niger

Pour le Gouvernement de la République fédérale de Nigeria

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège
(Sous réserve d'approbation).
Arne SKAUG
9 octobre 1965

Pour le Gouvernement du Pakistan

Pour le Gouvernement de la République du Panama

Pour le Gouvernement de la République du Paraguay

Pour le Gouvernement de la République du Perou

Pour le Gouvernement de la République des Philippines
(Sous réserve d'approbation).
MARCIAL P. LICHAUCO

Pour le Gouvernement de la République populaire de Pologne
(Sous réserve d'approbation).
M. FILA

Pour le Gouvernement de la République portugaise

Pour le Gouvernement de la République populaire roumaine

Pour le Gouvernement de la République rwandaise

Pour le Gouvernement de la République de Saint-Marin

Pour le Gouvernement du Royaume de l'Arabe saoudite

Pour le Gouvernement de la République du Sénégal
(Sous réserve d'approbation).
H. R. DODDS

Pour le Gouvernement du Sierra Leone

Pour le Gouvernement de la République somalie

Pour le Gouvernement de la République sud-africaine

Pour le Gouvernement de l'Etat espagnol
(Sous réserve d'approbation).
SANTA CRUZ
9 octobre 1965

Pour le Gouvernement de la République du Soudan

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède
(Sous réserve d'approbation).
LINDENCRONA

Pour le Gouvernement de la Confédération suisse
(Sous réserve d'approbation).
G. BODMER
1er septembre 1965

Pour le Gouvernement de la République arabe syrienne

Pour le Gouvernement de la République unie de Tanzanie

Pour le Gouvernement du Royaume de Thaïlande

Pour le Gouvernement de la République togolaise

Pour le Gouvernement de la Trinité et Tobago
(Sous réserve d'approbation).
Eric H. MURRAY

Pour le Gouvernement de la République tunisienne

Pour le Gouvernement de la République turque

Pour le Gouvernement de l'Ouganda

Pour le Gouvernement de la République socialiste soviétique d'Ukraine

(Sous réserve d'approbation ultérieure).

L. KOROTKOVA

Pour le Gouvernement de l'Union des Républiques socialistes soviétiques

(Sous réserve d'approbation ultérieure).

A. SOLDATOV

Pour le Gouvernement de la République arabe unie

(Sous réserve d'approbation et de réserves du Gouvernement de la R.A.U.).

M. O. EL-HEFNAOUI

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord

(Sous réserve d'approbation).

A. W. WOOD

Pour le Gouvernement des Etats-Unis d'Amerique

(Sous réserve d'approbation).

Robert V. MCINTYRE

Carroll PERRY, *jr*.

Pour le Gouvernement de la République de Haute-Volta

Pour le Gouvernement de la République orientale de l'Uruguay

Pour le Gouvernement de la République du Venezuela

Pour le Gouvernement de la République du Viet-Nam

Pour le Gouvernement de l'Etat indépendant du Samoa-Occidental

Pour le Gouvernement de la République arabe du Yémen

Pour le Gouvernement de la République fédérative socialiste de Yougoslavie

(Sous réserve d'approbation).

A. BLAZEVIĆ

Pour le Gouvernement de la République de Zambie

ANNEXE *B*

Chapitre premier. — DEFINITIONS ET DISPOSITIONS GENERALES

A) *Définitions*

Pour l'application des dispositions de la présente Annexe, les significations ci-après seront attribuées aux expressions:

Agrès et apparaux du navire. Articles, autres que les pièces de rechange du navire, qui sont transportés à bord du navire pour y être utilisés et qui sont amovibles mais non consommables notamment les accessoires tels que les embarcations de sauvetage, le matériel de sauvetage, les meubles et autres articles d'équipement du navire.

Armateur. Le propriétaire au l'exploitant d'un navire, qu'il s'agisse d'une personne physique ou morale, ainsi que toute personne agissant au nom du propriétaire ou de l'exploitant.

Bagages accompagnés des passagers. Biens, y compris éventuellement des espèces monétaires, transportés pour le compte d'un passager sur le même navire que celui-ci, qu'ils soient ou non en sa possession personnelle, à la condition qu'ils ne fassent pas l'objet d'un contrat de transport ou autre accord analogue.

Cargaison. Tous biens, marchandises, objets et articles quelconques transportés a bord d'un navire, autres que la poste, les provisions de bord, les pièces de rechange, les agrès et apparaux, les effets et marchandises appartenant aux membres de l'équipage et les bagages accompagnés des passagers.

Effets et marchandises appartenant aux membres de l'equipage. Vêtement, articles d'usage courant et tous autres objets, y compris éventuellement des espèces monétaires, appartenant aux membres de l'équipage et transportés à bord du navire.

Heure d'arrivée. Heure à laquelle un navire s'arrête, au mouillage ou à quai, dans un port.

Membre de l'équipage. Toute personne qui est effectivement engagée pour accomplir à bord, au cours d'un voyage, des tâches se rapportant au fonctionnement ou au service du navire et qui figure sur la liste d'équipage.

Pièces de rechange du navire. Articles de réparation ou de remplacement destinés a être incorporés au navire qui les transporte.

Poste. Correspondance et autres objets confiés par des administrations postales et destinés à être remis à des administrations postales.

Pouvoirs publics. Organismes ou fonctionnaires dans un Etat qui sont chargés d'appliquer ou de faire observer les lois et règlements dudit Etat se rapportant à l'un quelconque des aspects des normes et pratiques recommandées que contient la présente Annexe.

Provisions de bord. Marchandises à utiliser à bord, comprenant les produits de consommation, les marchandises à vendre aux passagers et aux membres de l'équipage, le combustible et les lubrifiants, mais non compris les agrès et apparaux et les pièces de rechange du navire.

B) *Dispositions générales*

Compte tenu du paragraphe 2 de l'article V de la Convention, les dispositions de la présente Annexe n'empêchent pas les pouvoirs publics de prendre toutes les mesures appropriées, ainsi que de demander des renseignements supplémentaires qui peuvent se révéler nécessaires au cas où ils suspectent una fraude ou pour résoudre des problèmes particuliers constituant une menace grave pour l'ordre public, la sécurité publique ou la santé publique, ou pour empêcher l'introduction ou la propagation des maladies ou fléaux qui s'attaquent aux animaux ou aux végétaux.

1.1. *Norme.* Les pouvoirs publics ne demandent, dans tous les cas, que les renseignements indispensables et en réduisent le nombre au minimum.

Lorsqu'à l'Annexe figure une énumération de renseignements, les pouvoirs publics ne demandent que ceux qui leur paraissent indispensables.

1.2. *Pratique recommandée.* Compte tenu du fait que des documents peuvent être separement prescrits et imposes à certaines fins dans la présente Annexe, les pouvoirs publics, prenant en considération l'intérêt des personnes qui sont tenues de remplir lesdits documents ainsi que l'objet de ces documents, devraient prévoir la fusion en un seul de deux ou plusieurs documents dans tous le cas où cela est possible et où il en résulterait une simplification appréciable.

Chapitre 2. — ENTREE, SEJOUR AU PORT ET SORTIE DES NAVIRES

Le présent chapitre concerne les formalités exigées des armateurs par les pouvoirs publics à l'entrée, pendant le séjour au port et à la sortie d'ùn navire, il ne signifie nullement que certains certificats et autres documents du navire relatifs à l'immatriculation, aux dimensions, à la securité, à l'équipage dudit navire et autres renseignements, ne doivent pas être présentés aux autorités compétentes.

A) *Dispositions generales*

2.1. *Norme.* Les pouvoirs publics n'exigent pas, à l'arrivée ou à la sortie des navires auxquels s'applique la présente Convention, la remise de documents autres que ceux prévus au présent chapitre.

Les documents visés sont:

— la déclaration générale,
— la déclaration de la cargaison,
— la déclaration des provisions de bord,
— la déclaration des effets et marchandises de l'équipage,
— la liste de l'équipage,
— la liste des passagers,
— le bordereau prescrit par la Convention postale universelle pour la poste,
— la déclaration maritime de santé.

B) *Contenu et objet des papiers de bord*

2.2. *Norme.* La déclaration générale est le document de base fournissant aux pouvoirs publics, à l'entrée et a la sortie, les renseignements relatifs au navire.

2.2.1. *Pratique recommandée.* Le même modèle de déclaration générale devrait être accepté tant à l'entrée qu'à la sortie d'un navire.

2.2.2. *Pratique recommandée.* Dans la déclaration generale, les pouvoirs publics ne devraient exiger d'autres renseignements que les suivants:

— nom et description du navire,
— nationalité du navire,
— renseignements relatifs à l'immatriculation,
— renseignements relatifs à la jauge,
— nom du capitaine,
— nom et adresse de l'agent du navire,
— description sommaire de la cargaison,
— nombre de membres de l'équipage,
— nombre de passagers,
— renseignements sommaires relatifs au voyage,
— date et heure d'arrivée, ou date de départ,
— port d'arrivée ou de départ,
— emplacement du navire dans le port.

2.2.3. *Norme.* Les pouvoirs publics acceptent la déclaration générale datée et signée par le capitaine, l'agent du navire ou toute autre personne dûment autorisée par le capitaine.

2.3. *Norme.* La déclaration de la cargaison est le document de base sur lequel figurent les renseignements relatifs à la cargaison exigés par les pouvoirs publics à l'entrée comme à la sortie. Cependant, des renseignements sur les cargaisons dangereuses peuvent être demandés séparément.

2.3.1. *Pratique recommandée.* Dans la déclaration de la cargaison, les pouvoirs publics ne devraient pas exiger d'autres renseignements que les suivants:

a) à l'arrivée
— nom et nationalité du navire,
— nom du capitaine,
— port de provenance,
— port où est rédigée la déclaration,
— marques et numéros; nombre et nature des colis; quantité et description des marchandises,
— numéro des connaissements de la cargaison destinée à être débarquée au port en question,
— ports auxquels la marchandise restant à bord doit être débarquée,
— premier port d'embarquement de la marchandise chargée sous connaissement direct;

b) au départ
— nom et nationalité du navire,
— nom du capitaine,
— port de destination,
— pour les marchandises chargées au port en question: marques et numeros; nombre et nature des colis; quantité et description des marchandises,
— numéros des connaissements pour les marchandises embarquées au port en question.

2.3.2. *Pratique recommandée.* Pour la cargaison demeurant à bord, les pouvoirs publics ne devraient exiger que des détails sommaires sur un minimum de points essentiels.

2.3.3. *Norme.* Les pouvoirs publics acceptent la déclaration de la cargaison datée et signée par le capitaine, l'agent du navire ou toute autre personne dûment autorisée par le capitaine.

2.3.4. *Pratique recommandée.* Les pouvoirs publics devraient accepter, en lieu et place de la déclaration de la cargaison, un exemplaire du manifeste du navire à la condition qu'il contienne tous les renseignements visés aux pratiques recommandées 2.3.1. et 2.3.2. et qu'il soit daté et signé comme prévu à la norme 2.3.3.

Les pouvoirs publics pourraient également accepter un exemplaire du connaissement signé comme prévu à la norme 2.3.3. ou une copie certifiée conforme, si la variété et le nombre des marchandises énumérées le permettent et si les renseignements visés dans les pratiques recommandées 2.3.1. et 2.3.2. qui ne figurent pas sur lesdites copies sont fournis par ailleurs et dûment certifiés.

2.3.5. *Pratique recommandée.* Les pouvoirs publics devraient admettre que les colis non portés au manifeste, en possession du capitaine, ne figurent pas sur la déclaration de la cargaison, à condition que les renseignements s'y rapportant leur soient fournis séparément.

2.4. *Norme.* La déclaration des provisions de bord est le document de base sur lequel figurent les renseignements relatifs aux provisions de bord exigés par les pouvoirs publics à l'entrée comme à la sortie.

2.4.1. *Norme.* Les pouvoirs publics acceptent la déclaration des provisions de bord datée et signée par le capitaine ou par un officier de bord dûment autorisé par le capitaine et ayant une connaissance personnelle de ces provisions.

2.5. *Norme.* La déclaration des effets et marchandises de l'équipage est le document de base sur lequel figurent les renseignements exigés par les pouvoirs publics touchant les effets et marchandises de l'équipage. Elle n'est pas exigée à la sortie.

2.5.1. *Norme.* Les pouvoirs publics acceptent la déclaration des effets et marchandises de l'équipage datée et signée par le capitaine du navire ou par un autre officier de bord dûment autorisé par le capitaine. Les pouvoirs publics peuvent également exiger que chaque membre de l'équipage appose sa signature ou, s'il ne le peut, une marque distinctive en face de la déclaration relative à ses effets et marchandises.

2.5.2. *Pratique recommandée.* Les pouvoirs publics ne devraient normalement exiger de renseignements pour les effets et marchandises de l'équipage que s'ils sont passibles de droits ou soumis à des prohibitions ou à des restrictions.

2.6. *Norme.* La liste de l'équipage est le document de base qui fournit aux pouvoirs publics les renseignements relatifs au nombre de membres de l'équipage et à sa composition, à l'entrée comme à la sortie d'un navire.

2.6.1. *Pratique recommandée.* Dans la liste de l'équipage, les pouvoirs publics ne devraient pas exiger d'autres renseignements que les suivants:

— nom et nationalité du navire,
— nom de famille,
— prénoms
— nationalité,
— grade ou fonction,
— date et lieu de naissance,
— nature et numéro de la pièce d'identité,
— port et date d'arrivée,
— venant de.

2.6.2. *Norme.* Les pouvoirs publics acceptent la liste de l'équipage datée et signée par le capitaine ou un autre officier de bord dûment autorisé par le capitaine.

2.7. *Norme.* La liste des passagers est le document de base qui fournit aux pouvoirs publics les renseignements relatifs aux passagers à l'arrivée comme à la sortie d'un navire.

2.7.1. *Pratique recommandée.* Les pouvoirs publics ne devraient pas exiger de liste des passagers pour de courtes traversées ou des services mixtes navire/chemin de fer entre pays voisins.

2.7.2. *Pratique recommandée.* Les pouvoirs publics ne devraient pas exiger de cartes d'embarquement ou de débarquement, en sus des listes de passagers, pour les passagers dont le nom figure sur ces listes. Toutefois, lorsque les pouvoirs publics doivent faire face à des problèmes particuliers qui constituent un danger sérieux pour la santé publique, ils peuvent demander à une personne effectuant un voyage international de donner à l'arrivée, par écrit, son adresse au lieu de destination.

2.7.3. *Pratique recommandée.* Dans la liste des passagers, les pouvoirs publics ne devraient pas exiger d'autres renseignements que les suivants:

— nom et nationalité du navire,
— nom de famille,
— prénoms,
— nationalité,
— date de naissance,
— lieu de naissance,
— port d'embarquement,
— port de débarquement,
— port et date d'entrée du navire.

2.7.4. *Pratique recommandée.* Une liste établie par la compagnie de navigation pour son usage propre devrait être acceptée en lieu et place de la liste des passagers sous réserve qu'elle contienne au moins les renseignements prévus à la pratique recommandée 2.7.3. et qu'elle soit datée et signée conformément à la norme 2.7.5.

2.7.5. *Norme.* Les pouvoirs publics acceptent la liste des passagers datée et signée par le capitaine, l'agent du navire ou toute autre personne dûment autorisée par le capitaine.

2.7.6. *Pratique recommandée.* Les pouvoirs publics devraient veiller à ce que les armateurs leur notifient à l'arrivée la présence de tout passager clandestin découvert à bord.

2.8. *Norme.* A l'entrée comme à la sortie d'un navire, les pouvoirs publics n'exigent pas, pour la poste, de déclaration écrite autre que celle prescrite par la Convention postale universelle.

2.9. *Norme.* La déclaration maritime de santé est le document de base qui fournit à l'autorité sanitaire du port les renseignements relatifs à l'état sanitaire à bord du navire au cours de la tranversée et à son entrée dans le port.

C) *Documents d'entrée*

2.10. *Norme.* A l'entrée d'un navire dans un port, les pouvoirs publics n'exigent pas plus de:

— 5 exemplaires de la déclaration générale,
— 4 exemplaires de la déclaration de la cargaison,
— 4 exemplaires de la déclaration des provisions de bord,
— 2 exemplaires de la déclaration des effets et marchandises de l'équipage,
— 4 exemplaires de la liste de l'équipage,
— 4 exemplaires de la liste des passagers,
— 1 exemplaire de la déclaration maritime de santé.

D) *Documents de sortie*

2.11. *Norme.* Au départ du navire, les pouvoirs publics n'exigent pas plus de:

— 5 exemplaires de la déclaration générale,
— 4 exemplaires de la déclaration de la cargaison,
— 3 exemplaires de la déclaration des provisions de bord,
— 2 exemplaires de la liste de l'équipage,
— 2 exemplaires de la liste des passagers.

2.11.1. *Pratique recommandée.* Une nouvelle déclaration de la cargaison ne devrait pas être exigée à la sortie en ce qui concerne la cargaison qui a fait l'objet d'une déclaration à l'entrée dans le même port et qui est demeurée à bord.

2.11.2. *Pratique recommandée.* Les pouvoirs publics ne devraient exiger de déclaration séparée de provisions de bord ni pour les provisions qui ont fait l'objet d'une déclaration à l'arrivée, ni pour les provisions embarquées dans le port et couvertes par un autre document douanier présenté dans ce port.

2.11.3. *Norme.* Lorsque les pouvoirs publics demandent des renseignements concernant l'équipage d'un navire à la sortie, l'exemplaire de la liste de l'équipage presenté à l'arrivée est accepté à la sortie s'il est à nouveau signé et fait état de toute modification apportée au nombre ou à la composition de l'equipage, ou précise qu'aucune modification n'a été apportée.

E) *Mesures visant à faciliter le déroulement des formalités concernant la cargaison, les passagers, l'équipage et les bagages.*

2.12. *Pratique recommandée.* Les pouvoirs publics devraient, avec le concours des armateurs et des administrations portuaires, veiller à ce que la durée d'immobilisation au port soit réduite au strict minimum et, à cette fin, prévoir des dispositions satisfaisantes pour le déroulement des diverses opérations. Ils devraient en outre réexaminer fréquemment toutes les mesures relatives à l'entrée et à la sortie des navires y compris les dispositions concernant notamment l'embarquement, le débarquement, le chargement, le déchargement et l'entretien courant. Ils devraient prendre des dispositions pour que les formalités d'entrée et de sortie des navires de charge et de leur cargaison puissent s'effectuer dans la mesure du possible dans la zone de chargement et de déchargement.

2.12.1. *Pratique recommandée.* Les pouvoirs publics devraient, avec le concours des armateurs et des administrations portuaires, veiller à ce que des dispositions satisfaisantes pour le déroulement des diverses opérations soient prises en vue de simplifier et de faciliter la manutention et les formalités de dédouanement des marchandises. Ces dispositions devraient porter sur toutes les opérations à partir de l'arrivée du navire à quai: déchargement, dédouanement et, s'il y a lieu, entreposage ou réexpédition. Un accès commode et direct devrait être aménagé entre le magasin de marchandises et la zone des douanes, qu'il convient de situer l'un et l'autre à proximité des quais, et des appareils d'acheminement devraient être mis en place partout où cela est possible.

F) *Escales successives dans deux ou plusieurs ports d'un même état*

2.13. *Pratique recommandée.* Compte tenu des formalités effectuées à l'entrée d'un navire dans le premier port d'escale sur le territoire d'un Etat, les formalités et documents exigés par les pouvoirs publics à toute escale ultérieure dans ce pays, faite sans escale intermédiaire dans un autre pays, devraient être réduites à un minimum.

G) *Etablissement des documents*

2.14. *Pratique recommandée.* Les pouvoirs publics devraient, dans toute la mesure possible, accepter les documents visés à la présente Annexe, exception faite de ceux visés à la norme 3.7., quelle que soit la langue dans laquelle les renseignements sont fournis, étant entendu qu'une traduction écrite ou orale dans une des langues officielles de leur pays ou de l'Organisation peut être exigée lorsque les pouvoirs publics l'estiment nécessaire.

2.15. *Norme.* Les pouvoirs publics n'exigent pas que les documents visés au présent chapitre soient dactylographiés. Les mentions manuscrites, à l'encre ou au crayon indélébile, sont acceptées si elles sont lisibles.

2.16. *Norme.* Les pouvoirs publics du port d'entrée, de déchargement ou de transit n'exigent pas que l'un quelconque des documents relatifs au navire, à la cargaison, aux provisions de bord, aux passagers ou à l'équipage, visés dans le présent chapitre, soit légalisé, contrôlé ou authentifié par l'un de leurs représentants à l'étranger ou qu'il lui soit soumis au préalable. Cette disposition ne signifie nullement qu'il leur est interdit de demander que le passeport ou une autre pièce d'identité d'un passager ou d'un membre de l'équipage leur soit présenté aux fins de visa ou à d'autres fins analogues.

Chapitre 3. — ARRIVEE ET DEPART DES PERSONNES

Ce chapitre concerne les dispositions relatives aux formalités exigées par les pouvoirs publics en ce qui concerne l'équipage et les passagers à l'entrée ou à la sortie d'un navire.

A) *Conditions et formalités d'arrivée et de départ*

3.1. *Norme.* Un passeport en cours de validité constitue le document de base fournissant aux pouvoirs publics, à l'entrée ou à la sortie d'un navire, les renseignements concernant le passager.

3.1.1. *Pratique recommandée.* Les Gouvernements contractants devraient, autant que possible, convenir, par voie d'accord bilatéral ou multilatéral, d'accepter des pièces officielles d'identité en lieu et place de passeports.

3.2. *Pratique recommandée.* Les pouvoirs publics devraient prendre des dispositions en vertu desquelles les passeports des passagers, ou autres pièces officielles d'identité en tenant lieu, ne seraient contrôlés qu'une fois par les autorités d'immigration, à l'arrivée comme au départ. La présentation des passeports ou d'autres pièces officielles d'identité en tenant lieu pourra, en outre, être demandée aux fins de contrôle ou d'identification dans le cadre des formalités de douane ou d'autres formalités, à l'arrivée et au départ.

3.3. *Pratique recommandée.* Après la présentation des passeports ou pièces officielles d'identité en tenant lieu, les pouvoirs publics devraient, immédiatement après vérification, restituer ces documents et non les détenir à des fins de contrôle supplémentaire sauf si un obstacle quelconque s'oppose à l'admission d'un passager sur le territoire.

3.4. *Pratique recommandée.* Les pouvoirs publics ne devraient pas exiger des passagers à l'embarquement ou au débarquement, ou des armateurs agissant en leur nom, de renseignements écrits autres que ceux figurant dans leurs passeports ou pièces officielles d'identité, ou faisant double emploi avec celles-ci, à moins qu'il ne soient destinés à compléter les documents visés à la présente Annexe.

3.5. *Pratique recommandée.* Les pouvoirs publics qui exigent des passagers, à l'embarquement ou au débar-

quement, des renseignements supplémentaires par écrit qui ne sont pas destinés à compléter les documents visés à la présente Annexe, devraient limiter leurs questions aux fins d'une plus ample identification des passagers aux mentions énumérées dans la pratique recommandée 3.6. (carte d'émbarquement ou de débarquement). Lesdits pouvoirs publics devraient accepter la carte d'embarquement ou de débarquement remplie par le passager sans exiger que cette carte soit remplie ou contrôlée par l'armateur. La carte devrait être remplie en écriture cursive, lisiblement, sauf si le formulaire spécifie des caractères d'imprimerie.

Il ne devrait être exigé de chaque passager qu'un exemplaire de la carte d'embarquement ou de débarquement, y compris, le cas échéant, des copies obtenues par duplication.

3.6. *Pratique recommandée.* Les pouvoirs publics ne devraient pas exiger pour la carte d'émbarquement ou de débarquement, d'autres renseignements que les suivants:

— nom de famille,
— prénoms,
— nationalité,
— numéro du passeport ou autre pièce officielle d'identité,
— date de naissance,
— lieu de naissance,
— profession,
— port d'embarquement ou de débarquement,
— sexe,
— adresse au lieu de destination,
— signature.

3.7. *Norme.* Dans le cas où les personnes se trouvant à bord doivent faire la preuve qu'elles sont protégées contre la choléra, la fièvre jaune ou la variole, les pouvoirs publics acceptent le certificat international de vaccination ou de revaccination dans les formes prévues par le Règlement sanitaire international.

3.8. *Pratique recommandée.* L'examen médical des personnes qui se trouvent à bord d'une navire ou qui en débarquent devrait être, en règle générale, limité à celles qui arrivent d'une région infectée par l'une des maladies quarantenaires, au cours de la période d'incubation de la maladie en cause (comme il est prévu dans le Règlement sanitaire international). Néanmoins, toutes ces personnes peuvent etre soumises à un examen médical supplémentaire, confermément aux dispositions du Règlement sanitaire international.

3.9. *Pratique recommandée.* Les pouvoirs publics ne devraient normalement opérer de contrôle douanier des bagages accompagnés des passagers, à l'entrée, que par sondage ou contrôle sélectif. Il ne devrait, autant que possible, pas être exigé de déclaration écrite pour les bagages accompagnés des passagers.

3.9.1. *Pratique recommandée.* Les pouvoirs publics devraient, chaque fois qu'il est possible, supprimer les formalités de contrôle des bagages accompagnés des passagers au départ.

3.9.2. *Pratique recommandée.* Lorsque le contrôle des bagages accompagnés d'un passager, à la sortie, ne peut être entièrement évité, ce contrôle devrait normalement être limité à un sondage ou à un contrôle sélectif.

3.10. *Norme.* Une pièce d'identité des gens de mer en cours de validité ou un passeport constitue le document de base fournissant aux pouvoirs publics, à l'entrée ou à la sortie d'un navire, des renseignements sur chacun des membres de l'équipage.

3.10.1. *Norme.* Dans la pièce d'identité des gens de mer, les pouvoirs publics n'exigent pas d'autres renseignements que les suivants:

— nom de famille,
— prénom,
— date et lieu de naissance,
— nationalité,
— signalement,
— photographie d'identité (certifiée),
— signature,
— date d'expiration (le cas échéant),
— autorité publique ayant délivré le document.

3.10.2. *Norme.* Lorsqu'un marin doit se rendre dans un pays ou le quitter en qualité de passager, par un moyen quelconque de transport:

a) pour rejoindre son navire ou gagner un autre navire,

b) pour passer en transit, afin de rejoindre son navire dans un autre pays, ou retourner dans son pays, ou pour toute autre fin approuvée par les autorités du pays en question,

les pouvoirs publics acceptent la pièce d'identité des gens de mer en cours de validité, au lieu d'un passeport, lorsque celle-ci donne la garantie que son titulaire sera réadmis dans le pays qui l'a délivrée.

3.10.3. *Pratique recommandée.* Les pouvoirs publics devraient normalement ne pas exiger des membres de l'équipage de papiers individuels d'identité ni de renseignements autres que ceux qui figurent sur la liste de l'équipage, pour compléter la pièce d'identité des gens de mer.

B) *Mesures visant à faciliter le déroulement des formalités concernant la cargaison, les passagers, l'équipage et les bagages.*

3.11. *Pratique recommandée.* Les pouvoirs publics devraient, avec le concours des armateurs et des administrations portuaires, prendre toutes dispositions pour accélérer les formalités, tant pour les passagers que pour l'équipage et les bagages, et prévoir à cet effet un personnel et des installations suffisants, en veillant particulièrement aux dispositifs de chargement, de déchargement et d'acheminement des bagages (y compris l'utilisation de systèmes mécanisés), de même qu'aux points où les passagers risquent le plus d'être retardés. Des dispositions devraient être prises afin de permettre, au besoin, une circulation à l'abri entre le navire et le poste de contrôle des passagers ou de l'équipage.

3.11.1. *Pratique recommandée.* Les pouvoirs publics devraient:

a) avec le concours des armateurs et des administrations portuaires, adopter les mesures nécessaires telles que:

i) méthode d'acheminement individuel et continu des passagers et des bagages;

ii) système permettant aux passagers d'identifier et de retirer rapidement leurs bagages enregistrés dès que ceux-ci sont déposés aux emplacements où ils peuvent être réclamés;

b) veiller à ce que les administrations portuaires prennent toutes dispositions:

i) pour que soient facilités, à l'intention des passagers et de leurs bagages, les accès aux moyens de transport locaux;

ii) pour que les locaux dans lesquels l'équipage pourrait être appelé à se rendre en vue des divers contrôles soient aisément accessibles et aussi proches que possible les uns des autres.

3.12. *Pratique recommandée.* Les pouvoirs publics devraient exiger des armateurs qu'ils veillent à ce que le personnel du navire prenne toutes dispositions pour aider à l'accomplissement rapide des formalités à l'arrivée concernant les passagers et l'équipage. Ces dispositions peuvent consister à:

a) envoyer aux pouvoirs publics intéressés un message indiquant, à l'avance, l'heure prévue d'arrivée ainsi que les renseignements sur toute modification d'horaire, y compris l'itinéraire du voyage si ce renseignement peut affecter les formalités de contrôle;

b) tenir prêts les documents de bord pour un examen rapide;

c) préparer les échelles de coupée et autres moyens d'accostage alors que le navire se rend à quai ou au mouillage;

d) organiser rapidement le rassemblement en bon ordre et la présentation au contrôle des personnes à bord, munies des documents nécessaires, en libérant notamment les membres de l'équipage de leurs tâches essentielles, dans la salle des machines ou ailleurs.

3.13. *Pratique recommandée.* Le ou les noms de famille devraient être inscrits en premier sur les documents relatifs aux passagers et à l'équipage; lorsqu'il est fait usage des noms du père et de la mère, le nom du père devrait être inscrit le premier. Lorsque pour les femmes mariées il est fait usage du nom du mari et du nom de la femme, le nom du mari devrait être inscrit le premier.

3.14. *Norme.* Les pouvoirs publics doivent procéder, sans retard injustifié, au contrôle des passagers et de l'équipage en vue de leur admission sur le territoire de l'Etat, lorsque ce contrôle est exigé.

3.15. *Norme.* Les pouvoirs publics n'infligent pas de sanctions aux armateurs lorsqu'ils jugent insuffisants les documents présentés par un passager aux fins de contrôle ou lorsqu'un passager ne peut être admis, pour ce motif, sur le territoire de l'Etat.

3.15.1. *Pratique recommandée.* Les pouvoirs publics devraient inviter les armateurs à prendre toutes dispositions utiles pour que les passagers soient en possession de tous documents exigés aux fins de contrôle par les Gouvernements contractants.

Chapitre 4. — HYGIENE, SERVICES MEDICAUX ET QUARANTAINE, SERVICES VETERINAIRES ET PHYTOSANITAIRES

4.1. *Pratique recommandée.* Les pouvoirs publics d'un Etat qui n'est pas partie au Règlement sanitaire international devraient s'efforcer d'appliquer les dispositions de ce Règlement aux transports maritimes internationaux.

4.2. *Pratique recommandée.* Les Gouvernements contractants ayant des intérêts communs en raison de leurs conditions sanitaires, géographiques, sociales et économiques devraient conclure des arrangements spéciaux, au titre de l'article 104 du Règlement sanitaire international, dans le cas où de tels arrangements facilitent l'application de ce Règlement.

4.3. *Pratique recommandée.* Lorsque des certificats sanitaires ou autres documents analogues sont exigés pour l'expédition de certains animaux ou de certaines plantes ou des produits qui en dérivent, ces certificats ou documents devraient être simples et faire l'objet d'une large diffusion; les Gouvernements contractants devraient collaborer en vue de normaliser ces documents.

4.4. *Pratique recommandée.* Les pouvoirs publics devraient, chaque fois que cela est possible, accorder la libre pratique par radio à un navire lorsque, compte tenu des renseignements fournis par ce navire avant son entrée dans le port, l'autorité sanitaire du port de destination prévu estime que l'entrée du navire ne risque pas d'introduire ou de répandre une maladie quarantenaire. Les Autorités sanitaires devraient, autant que possible, être autorisées à monter à bord avant l'entrée du navire dans le port.

4.4.1. *Pratique recommandée.* Les pouvoirs publics devraient s'efforcer d'obtenir la coopération des armateurs pour qu'ils se conforment à toute demande selon laquelle une maladie à bord d'un navire doit être signalée sans délai par radio à l'autorité sanitaire du port de destination du navire afin de faciliter l'envoi du personnel médical spécialisé et du matériel nécessaires pour les formalités sanitaires à l'arrivée.

4.5. *Norme.* Les pouvoirs publics doivent prendre des dispositions pour que toutes les agences de voyage ou autres organismes puissent fournir aux passagers, suffisamment à l'avance, la liste des vaccinations exigées par les pouvoirs publics des pays en cause, ainsi que des formules de certificats de vaccination conformes au Règlement sanitaire international. Les pouvoirs publics doivent prendre toutes les mesures souhaitables pour que les personnes qui procèdent à des vaccinations utilisent les certificats internationaux de vaccination ou de revaccination, pour en assurer l'uniformisation de l'emploi.

4.6. *Pratique recommandée.* Les pouvoirs publics devraient fournir les installations et les services nécessaires à la vaccination ou la revaccination, ainsi qu'à le délivrance des certificats internationaux correspondants, dans le plus grand nombre possible de ports.

4.7. *Norme.* Les pouvoirs publics s'assurent que les mesures sanitaires et les formalités de santé sont entreprises sur le champ, terminées sans retard et appliquées sans discrimination.

4.8. *Pratique recommandée.* Les pouvoirs publics devraient entretenir, dans le plus grand nombre possible de ports, des installations et services suffisants pour permettre l'application efficace des mesures sanitaires et phytosanitaires ou vétérinaires.

4.9. *Pratique recommandée.* Pour tous les soins médicaux à donner en cas d'urgence à l'équipage et aux passagers des installations médicales accessibles sans difficulté devraient, autant qu'il est raisonnable et possible, être prévues dans le plus grand nombre possible de ports de chaque Etat.

4.10. *Norme.* Sauf en cas d'urgence, comportant un danger grave pour la santé publique, l'autorité sanitaire d'un port ne doit pas, en raison d'une autre maladie épidémique, empêcher un navire qui n'est pas infecté ou suspect d'être infecté d'une maladie quarantenaire de décharger ou de charger des marchandises, ou de procéder à son avitaillement, ou de prendre à bord du combustible ou des carburants et de l'eau potable.

4.11. *Pratique recommandée.* Les expéditions par mer d'animaux, de matières premières animales, de produits animaux bruts, de denrées alimentaires d'origine animale et de produits végétaux quarantenaires devraient être autorisées dans des circonstances déterminées lorsqu'elles sont accompagnées d'un certificat de quarantaine etabli dans la forme approuvée par les Etats intéressés.

Chapitre 5. — DISPOSITIONS DIVERSES

A) *Soumissions et autres formes de garantie*

5.1. *Pratique recommandée.* Lorsque les pouvoirs publics exigent des armateurs le dépôt de soumissions ou autres formes de garantie pour couvrir leurs obligations en vertu des lois et règlements relatifs aux douanes, à l'immigration, à la santé publique, à la protection phytosanitaire ou vétérinaire ou autres lois et règlements analogues de l'Etat, lesdits pouvoirs publics devraient autant que possible autoriser le dépôt d'une seule soumission globale.

B) *Erreurs dans les documents: sanctions*

5.2. *Norme.* Les pouvoirs publics autorisent, sans que le départ du navire en soit retardé, la correction d'erreurs dans un document visé à la présente Annexe lorsqu'ils admettent que ces erreurs on été commises par inadvertance, qu'elles sont sans gravité, qu'elles ne sont pas le fait de négligences répétées et qu'elles ont été commises sans intention d'enfreindre les lois ou règlements, à la condition que lesdites erreurs soient relevées avant que le contrôle des documents soit achevé et qu'elles soient rectifiées sans retard.

5.3. *Norme.* En cas d'erreurs relevées dans les documents visés à la présente Annexe et signés par l'armateur, le capitaine, ou en leur nom, il n'est pas infligé de sanctions avant que les pouvoirs publics n'aient mis ceux-ci en mesure de prouver que les erreurs ont été commises par inadvertance et qu'elles sont sans gravité, qu'elles ne sont pas le fait de négligences répétées et qu'elles ont été commises sans intention d'enfreindre les lois ou règlements.

C) *Services dans les ports*

5.4. *Pratique recommandée.* Les services habituels des pouvoirs publics, dans un port, devraient être fournis gratuitement pendant les heures régulières de service. Les pouvoirs publics devraient s'efforcer d'établir, pour leurs services portuaires, des heures régulières de service correspondant aux périodes où le volume de travail est habituellement le plus fort.

5.4.1. *Pratique recommandée.* Les Gouvernements contractants devraient adopter toutes les mesures appropriées pour organiser les services habituels des pouvoirs publics dans les ports de manière à éviter de retarder indûment les navires après leur arrivée ou lorsqu'ils son prêts à partir, et à réduire au minimum le temps nécessaire pour remplir les formalités, à condition que l'heure d'arrivée ou de départ prévue soit notifiée aux pouvoirs publics en temps utile.

5.4.2. *Norme.* L'autorité sanitaire ne perçoit aucun droit pour toute visite médicale ainsi que tout examen complémentaire, bactériologique ou autre, effectué à quelque moment que ce soit, de jour ou de nuit, qui peut être nécessaire pour connaître l'état de santé de la personne examinée; elle nè percoit pas devantage de droits pour la visite de l'inspection du navire à des fins de quarantaine, sauf si l'inspection a pour objet la délivrance d'un certificat de dératisation ou d'exemption de dératisation. Il ne sera pas perçu de droits pour la vaccination d'une personne arrivant sur un navire, ni pour la délivrance d'un certificat de vaccination. Cependant, si des mesures autres que celles indiquées ci-dessus sont nécessaires à l'égard d'un navire, de ses passagers ou de son équipage et que des droits sont prélevés, ils le seront conformément à un tarif unique, uniforme sur tout le territoire de l'Etat intéressé. Ces droits sont percus sans distinction quant à la nationalité, au domicile, ou à la résidence de la personne intéressée, ou à la nationalité, au pavillon, à l'immatriculation ou à la propriété du navire.

5.4.3. *Pratique recommandée.* Lorsque les pouvoirs publics fournissent des services en dehors des heures régulières visées à la pratique recommandée 5.4., ils devraient le faire à des conditions raisonnables et qui n'excèdent pas le coût réel des services rendus.

5.5. *Norme.* Lorsque le mouvement des navires dans un port le justifie, les pouvoirs publics doivent veiller à fournir les services nécessaires à l'accomplissement des formalités relatives à la cargaison et aux bagages, quelles que soient leur valeur et leur nature.

5.6. *Pratique recommandée.* Les Gouvernements contractants devraient prendre des dispositions par lesquelles un gouvernement accorderait à un autre gouvernement certaines facilités, avant le voyage ou en cours de traversée, pour inspecter les navires, les passagers, les membres de l'équipage, les bagages, les marchandises, ainsi que les documents de douane, d'immigration, de santé publique et de protection phytosanitaire et vétérinaire, lorsque cette mesure peut faciliter l'accomplissement des formalités à l'arrivée sur le territoire du second Etat.

D) *Cargaison non déchargée dans le port de destination prévu*

5.7. *Norme.* Lorsque tout ou partie de la cargaison mentionnée dans la déclaration de cargaison n'est pas déchargé au port de destination prévu, les pouvoirs publics doivent permettre que cette déclaration soit modifiée et ne pas infliger de sanctions s'ils ont la certitude que la cargaison en cause n'a pas été chargée à bord du navire ou, si elle l'a été, qu'elle a été déchargée dans un autre port.

5.8. *Norme.* Lorsque par erreur, ou pour toute autre raison valable, tout ou partie de la cargaison est déchargé dans un port autre que le port prévu, les pouvoirs publics facilitent sa réexpédition à destination. Cette disposition ne s'applique pas toutefois aux marchandises dangereuses, prohibéees ou soumises à restriction.

E) *Limitation de la responsabilité de l'armateur*

5.9. *Norme.* Les pouvoirs publics n'exigent pas de l'armateur qu'il fasse figurer des renseignements spéciaux a leur intention sur le connaissement ou la copie de ce document, à moins que l'armateur n'agisse en qualité d'importateur ou d'exportateur, ou au nom de l'importateur ou de l'exportateur.

5.10. *Norme.* Les pouvoirs publics ne rendent pas l'armateur responsable de la présentation ou de l'exactitude des documents exiges de l'importateur ou de l'exportateur en vue du dédouanement, à moins qu'il n'agisse lui-même en qualité d'importateur ou d'exportateur, ou au nom de l'importateur ou de l'exportateur.

ANNEXE *C*

RESOLUTIONS

Résolution I

Nécessité d'encourager les Etats à approuver la Convention où à y adhérer

La Conférence internationale de 1965 visant à faciliter les voyages et les transports maritimes,

Reconnaissant que, pour faciliter le trafic maritime, il est hautement souhaitable de simplifier et de réduire de manière uniforme les procédures, les formalités et les documents requis pour l'entrée, le séjour au port et la sortie des navires effectuant des voyages internationaux,

Décide que:

1) les Etats représentés à la Conférence sont invités à approuver aussitôt que possible la Convention visant à faciliter le trafic maritime international;

2) l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime devrait appeler l'attention de ses Membres et des Membres de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une quelconque des institutions spécialisées, des membres de l'Agence internationale de l'énergie atomique et des parties au Statut de la Cour internationale de Justice, qui ne sont ni membres de l'Organisation ni parties à la Convention, sur l'opportunité de coopérer aux mesures ainsi prises sur le plan international pour faciliter les voyages et les transports, et les inviter à devenir parties à la Convention;

3) dans la mesure où elle le peut, l'Organisation devrait fournir aux gouvernements qui ne sont pas parties à la Convention, sur leur demande, des renseignements et des avis propres à leur permettre d'approuver la Convention ou d'y adhérer.

Résolution II

Acceptation des normes

La Conférence internationale de 1965 visant à faciliter les voyages et les transports maritimes,

Reconnaissant que les dispositions de l'Annexe à la Convention visant à faciliter le trafic maritime international devraient, autant que possible, être adoptées par les Gouvernements contractants,

Ayant redigé les normes qui font partie de la présente Annexe de manière à faciliter leur incorporation dans la législation nationale,

Décide d'appeler l'attention des Gouvernements contractants et des Membres de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime sur l'opportunité d'accepter les normes dans toute la mesure possible et d'y adapter leurs propres procédures, formalités et documents.

Résolution III

Création de commissions nationales et régionales

La Confèrence internationale de 1965 visant à faciliter les voyages et les transports maritimes.

Reconnaissant que les commissions nationales et régionales existantes contribuent largement à encourager l'application des mesures diverses d'assouplissement qui aideront à atteindre les objectifs de la Convention visant à faciliter le trafic maritime international,

Décide:

1) d'inviter les Gouvernements contractants à créer des commissions nationales et régionales, là où il n'en existe pas déjà, afin d'encourager la recommandation de mesures diverses d'assouplissement, leur adoption et leur application dans les Etats intéressés;

2) d'inviter également ces gouvernements à informer le Secrétaire général de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime de l'existence ou de la création de telles commissions.

Résolution IV

Constitution d'un groupe de travail ad hoc

La Conférence internationale de 1965 visant à faciliter les voyages et les transports maritimes.

Félicite l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime d'avoir convoqué la Conférence internationale visant à faciliter les voyages et les transports maritimes et d'avoir préparé un projet de Convention et son Annexe,

Considérant que les buts de l'Organisation, tels qu'ils sont définis à l'article premier de sa Convention, sont notamment « d'instituer un système de collaboration entre les gouvernements dans le domaine de la réglementation et des usages gouvernementaux ayant trait aux questions techniques de toutes sortes qui intéressent la navigation commerciale internationale, et d'encourager l'abandon des mesures discriminatoires et des restrictions non indispensables appliquées par les gouvernements à la navigation commerciale internationale, en vue de mettre les ressources des services maritimes à la disposition du commerce mondial sans discrimination »,

Considérant qu'en vertu de la Convention portant création de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime l'Assemblée de cette organisation peut établir tous organes auxiliaires qu'elle juge nécessaires,

Rappelant les résolutions A.29 (II) et A.63 (III) de l'Assemblée de l'Organisation relatives aux mesures destinées à faciliter les voyages et les transports,

Invite l'Organisation à examiner la possibilité de constituer de temps à autre un groupe de travail *ad hoc* ayant des fonctions consultatives et composé d'experts des Gouvernements parties à la Convention visant à faciliter le trafic maritime international, en vue de simplifier la tâche qui incombe au Secrétaire général aux termes de cette convention et notamment d'examiner, le cas échéant, les amendements proposés par les Gouvernements contractants à l'Annexe de la Convention. Des observateurs des organisations intergouvernementales et des organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès de l'Organisation pourront être invités à participer aux travaux du groupe de travail *ad hoc*.

Résolution V

Travaux futurs sur les mesures diverses d'assouplissement

La Conférence internationale de 1965 visant à faciliter les voyages et les transports maritimes,

Compte tenu des dispositions de la Convention visant à faciliter le trafic maritime international et de son Annexe,

Considérant qu'il y a lieu de prendre de nouvelles mesures dans certains domaines en vue d'inclure dans l'Annexe des dispositions s'y rapportant,

Décide d'inviter le Secrétaire général de l'Organisation intergouvernementale consultative de la navigation maritime à prendre, par l'intermédiaire du Groupe de travail spécial composé d'experts des Gouvernements parties à la Convention qu'il est proposé de créer, toutes mesures utiles pour:

1) accélérer la mise au point de modèles normalisés pour les documents visés dans l'Annexe;

2) étudier les facilités particulières qu'il conviendrait d'accorder aux navires en croisière, par suite du développement mondial des croisières;

3) étudier les mesures spéciales dont devraient bénéficier les passagers en transit, et mettre au point des dispositions visant à simplifier les formalités les concernant;

4) envisager les mesures d'assouplissement qui pourraient être souhaitables pour les navires utilisés à des fins scientifiques;

5) étudier les problèmes particuliers relatifs à la quarantaine des plantes et des animaux et, reconnaissant l'utilité de la coopération internationale en vue d'empêcher la propagation des fléaux et des maladies s'attaquant aux animaux et aux végétaux, mettre au point des dispositions uniformes sur les aspects de ces problèmes qui ont un lien avec la simplification des transports maritimes.

Résolution VI

Assouplissement des formalités pour le tourisme et les voyages internationaux

La Conférence internationale de 1965 visant à faciliter les voyages et les transports maritimes,

Reconnaissant que les recommandations adoptées par la Conférence des Nations Unies sur le tourisme et les voyages internationaux tenue à Rome en 1963 au sujet de l'assouplissement des formalités sont applicables à tous les modes de transport,

Considérant que l'application de ces recommandations peut grandement favoriser les voyages et les transports maritimes:

1) Appelle l'attention des Etats représentés à la Conférence sur les recommandations qui figurent dans le Rapport final de la Conférence des Nations Unies sur le tourisme et les voyages internationaux et qui ont trait à l'assouplissement des formalités officielles pour les voyages internationaux;

2) Invite en outre ces Etats à étudier par quels moyens l'une quelconque de ces recommandations pourrait être mise en oeuvre en vue d'assouplir les formalités et de servir les buts de la présente Conférence.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MORO

TRADUZIONE NON UFFICIALE

N.B.: I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, fra cui quello in lingua francese qui sopra riportato.

ATTO FINALE DELLA CONFERENZA INTERNAZIONALE SULLA FACILITAZIONE DEI VIAGGI E TRASPORTI MARITTIMI, 1965.

1. Dal 24 marzo al 9 aprile 1965, su invito della Organizzazione intergovernativa di consultazione marittima, si è tenuta a Londra una conferenza allo scopo di redigere una Convenzione per facilitare il traffico marittimo internazionale.

2. I Governi dei cinquantasette Stati seguenti erano rappresentati alla Conferenza da delegazioni:

Algeria
Argentina
Australia
Belgio
Brasile
Bulgaria
Camerun
Canadà
Cina (Repubblica Cinese)
Colombia
Congo (Leopoldville)
Cecoslovacchia
Danimarca
Repubblica Dominicana
Ecuador
Repubblica Federale di Germania
Finlandia
Francia
Ghana
Grecia
Honduras
Ungheria
India
Irlanda
Israele
Italia
Costa d'Avorio
Giappone
Corea
Libano
Repubblica Malgascia
Malaysia
Messico
Monaco
Paesi Bassi
Nuova Zelanda
Nicaragua
Nigeria
Norvegia
Panama
Filippine
Polonia
San Marino
Senegal
Spagna
Svezia
Trinidad e Tobago
Tunisia
Repubblica Socialista Sovietica dell'Ucraina
Repubblica Araba Unita
Uruguay
Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche
Regno Unito di Gran Bretagna ed Irlanda del Nord
Stati Uniti d'America
Venezuela
Jugoslavia
Zambia

3. I Governi dei seguenti Stati erano rappresentati alla Conferenza da osservatori:

Ceylon
Cile
Santa Sede
Iraq
Perù
Romania
Sudan
Svizzera
Repubblica Araba Siriana
Tailandia
Turchia

4. Le seguenti Organizzazioni intergovernative erano rappresentate alla Conferenza da osservatori:

Nazioni Unite
Ufficio Internazionale del Lavoro
Organizzazione Internazionale della Sanità
Organizzazione delle Nazioni Unite per l'educazione, la scienza e la cultura
Organizzazione Internazionale dell'Aviazione Civile
Commissione Internazionale dell'Aviazione Civile

Commissione Oceanografica intergovernativa
Consiglio di cooperazione doganale
Ufficio Internazionale delle epizoozie
Organizzazione per la cooperazione economica e lo sviluppo.

5. Le seguenti Organizzazioni non governative hanno inviato osservatori alla Conferenza:

Camera di Commercio Internazionale
Camera di Navigazione Internazionale
Confederazione Internazionale dei Sindacati liberi
Organizzazione Internazionale per la standardizzazione
Federazione Internazionale di Navigazione
Unione Internazionale delle Organizzazioni Ufficiali di viaggio
Unione Internazionale di Assicurazione Marittima.

6. La Conferenza ha eletto il Sig. G.E. do Nascimento e Silva, Capo della delegazione brasiliana, quale Presidente della Conferenza.

7. La Conferenza ha eletto, quali Vice-Presidenti il Sig. Marian Fila (Polonia), il Sig. F. van Ijsseldijk (Paesi Bassi), il Sig. S.M.A. Banister (Regno Unito) e il Sig. D.E. Ogisi (Nigeria).

Segretario Generale della Conferenza è stato il Signor Jean Roullier (Segretario Generale dell'Organizzazione intergovernativa di consultazione marittima), e Segretario Esecutivo della Conferenza è stato il Sig. Roger Grosclaude (Capo del Segretariato delle relazioni esterne e questioni legali).

Per motivi di lavoro la Conferenza ha istituito i seguenti comitati:

Comitato Generale:
Presidente: Sig. R.W. Radford (Regno Unito),
Vice-Presidente: Sig. G.M.M. Duval (Repubblica Malgascia);

Comitato delle credenziali:
Presidente: Sig. M.J. Wilson (Australia);

Comitato di progettazione:
Presidente: Dr. V. Seferna (Cecoslovacchia),
Vice-Presidente: Sig. A. Hofman (Paesi Bassi);

Comitato sulle Dogane e problemi relativi:
Presidente: Sig. R.V. Mc Intyre (Stati Uniti d'America),
Vice-Presidente: Sig. C. Martelli (Italia);

Comitato per l'immigrazione:
Presidente: Dr. A.J. Fonteijn (Paesi Bassi),
Vice-Presidente: Sig. T. Takehira (Giappone);

Comitato per la sanità:
Presidente: Dr. Lembrez (Francia),
Vice-Presidente: Capitano G. Harine (Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche).

9. La Conferenza ha usato, come base delle discussioni, un progetto di Convenzione Internazionale sulla facilitazione del traffico Marittimo Internazionale ed Allegato, di cui era già in possesso prima che iniziassero i lavori, preparato da un Gruppo di Esperti e presentato dal Segretario Generale dell'Organizzazione Internazionale di consultazione.

A risultato delle proprie deliberazioni, come risulta dai documenti e dai rapporti dei rispettivi Comitati e delle Sessioni Plenarie, la conferenza ha redatto e aperto alla firma e alla accettazione una Convenzione sulla facilitazione del traffico marittimo internazionale.

La Convenzione assumerà d'ora innanzi, il nome di « Allegato *A* », e l'allegato alla Convenzione assumerà il nome di « Allegato *B* » al presente Atto finale.

10. La Conferenza ha adottato le seguenti Risoluzioni che sono aggiunte quali « Allegato *C* » al presente Atto finale e si riferiscono a:

1) Incoraggiamento delle accettazioni e delle adesioni alla Convenzione -
2) Accettazione di Norme -
3) Creazione di Comitati Nazionali e Regionali -
4) Creazione di un Gruppo di Lavoro ad hoc -
5) Futuro lavoro di facilitazione -
6) Facilitazione dei viaggi internazionali e turismo. -

IN FEDE DI CHE i Delegati hanno firmato il presente Atto finale.

FATTO a Londra il 9 aprile 1965, in unico esemplare nelle lingue Inglese, Francese, Russa e Spagnola.

Gli originali dell'Atto finale saranno depositati presso il Segretario Generale dell'Organizzazione inter-governativa di consultazione marittima che invierà copia certificata conforme del presente strumento a ciascuno dei Governi invitati ad essere rappresentati alla Conferenza.

ALLEGATO *A*

CONVENZIONE SULLA FACILITAZIONE DEL TRAFFICO MARITTIMO INTERNAZIONALE

I Governi contraenti:
nell'intento di facilitare il traffico marittimo semplificando e riducendo al minimo formalità, richieste di documentazioni e procedure per l'arrivo, il soggiorno e la partenza delle navi impegnate in viaggi internazionali, hanno convenuto quanto segue:

Articolo I

I Governi contraenti si impegnano ad adottare, in conformità delle disposizioni della presente Convenzione e del suo Allegato, tutte le misure necessarie a facilitare e ad accelerare il traffico marittimo internazionale, nonchè ad impedire inutili ritardi a navi ed a persone e merci a bordo delle stesse.

Articolo II

(1) I Governi contraenti si impegnano a collaborare, in conformità delle disposizioni della presente Convenzione, alla formulazione e all'applicazione di provvedimenti per la facilitazione dell'arrivo, soggiorno e partenza delle navi. Tali provvedimenti non saranno, per quanto possibile, meno favorevoli di quelli applicati ad altri mezzi di trasporto internazionale; tuttavia, tali provvedimenti potranno differire a seconda di necessità particolari.

(2) I provvedimenti per la facilitazione del traffico marittimo internazionale adottati in base alla presente Convenzione ed al suo Allegato si applicano del pari alle navi di Stati rivieraschi e non-rivieraschi i cui Governi siano Parti della presente Convenzione.

(3) Le disposizioni della presente Convenzione non si applicano alle navi da guerra o alle imbarcazioni da diporto.

Articolo III

I Governi contraenti si impegnano a collaborare nello assicurare il più alto grado di uniformità possibile a

tutte le formalità, richieste di documentazioni e procedure in tutte le questioni in cui una tale uniformità sia suscettibile di facilitare e migliorare il traffico marittimo internazionale e s'impegnano, inoltre, a ridurre al minimo ogni modifica apportata alle formalità, alle richieste di documentazioni e procedure necessarie a soddisfare particolari esigenze interne.

Articolo IV

Allo scopo di raggiungere gli obiettivi enunciati nei precedenti Articoli della presente Convenzione, i Governi contraenti si impegnano a collaborare fra loro o tramite l'Organizzazione inter-governativa di consultazione marittima (qui appresso indicata « l'Organizzazione ») nelle questioni relative a formalità, richieste di documentazioni e procedure, nonchè alla loro applicazione al traffico marittimo internazionale.

Articolo V

(1) Nulla nella presente Convenzione o nel suo Allegato verrà interpretato come suscettibile di porre ostacoli all'applicazione di facilitazioni maggiori che un Governo contraente conceda o possa concedere, in futuro al traffico marittimo internazionale in base alle proprie leggi o in base alle disposizioni di ogni altro accordo internazionale.

(2) Nulla nella presente Convenzione o nel suo Allegato sarà interpretato come suscettibile di precludere ad un Governo contraente l'applicazione temporanea di provvedimenti ritenuti da tale Governo necessari a preservare la moralità pubblica, l'ordine e la sicurezza o a prevenire l'introduzione o la diffusione di malattie o flagelli per la salute pubblica, gli animali o le piante.

(3) Tutte le questioni per le quali la presente Convenzione non provvede espressamente, restano soggette alla legislazione dei Governi contraenti.

Articolo VI

Ai fini della presente Convenzione e del suo Allegato:

(*a*) « Norme » sono quei provvedimenti la cui uniforme applicazione da parte dei Governi contraenti in base alla Convenzione è possibile e necessaria allo scopo di facilitare il traffico marittimo internazionale;

(*b*) « Procedure consigliate » sono quei provvedimenti la cui applicazione è auspicabile da parte dei Governi contraenti allo scopo di facilitare il traffico marittimo internazionale.

Articolo VII

(1) L'Allegato alla presente Convenzione può essere emendato dai Governi contraenti, sia su proposta di uno di essi che nel corso di una conferenza indetta a tale scopo.

(2) Ogni Governo contraente può proporre un emendamento all'Allegato inviando un progetto di emendamento al Segretario Generale dell'Organizzazione (qui appresso indicato « Segretario-Generale »):

(*a*) su richiesta esplicita di un Governo contraente, il Segretario-Generale comunicherà direttamente ogni proposta di tal genere affinchè tutti i Governi contraenti le esaminino e vi aderiscano. Qualora non riceva tale richiesta esplicita, il Segretario-Generale, se lo ritiene opportuno, può procedere a consultazioni prima di comunicare la proposta ai Governi contraenti;

(*b*) ogni Governo contraente notificherà al Segretario-Generale, entro un anno dal ricevimento di tale comunicazione, se accetta o meno la proposta;

(*c*) ogni notifica di tal genere dovrà essere fatta per iscritto al Segretario-Generale che informerà tutti i Governi contraenti del suo ricevimento;

(*d*) ogni emendamento all'Allegato in base al presente paragrafo entrerà in vigore sei mesi dopo la data in cui l'emendamento verrà accettato dalla maggioranza dei Governi contraenti;

(*e*) Il Segretario-Generale informerà tutti i Governi contraenti di ogni emendamento che entrerà in vigore in base al presente paragrafo, nonchè della data in cui tale emendamento entrerà in vigore.

(3) Una Conferenza dei Governi contraenti sarà indetta dal Segretario-Generale su richiesta di almeno un terzo di essi, allo scopo di esaminare gli emendamenti all'Allegato. Ogni emendamento adottato nel corso di detta Conferenza da una maggioranza dei due terzi dei Governi contraenti presenti e votanti entrerà in vigore sei mesi dopo la data in cui il Segretario-Generale avrà notificato l'emendamento adottato ai Governi contraenti.

(4) Il Segretario-Generale notificherà senza indugio a tutti i Governi firmatari l'adozione e l'entrata in vigore di ciascun emendamento in base al presente Articolo.

Articolo VIII

(1) Ogni Governo contraente per il quale sia impossibile conformarsi ad una Norma uniformando ad essa le proprie formalità, richiesta di documentazioni o procedure, o che ritenga necessaria, per ragioni particolari, l'adozione di formalità, richieste di documentazioni o procedure, che differiscano da tale Norma, dovrà informarne il Segretario-Generale e notificargli le differenze esistenti tra la propria procedura e tale Norma. Detta notifica dovrà esser fatta il più presto possibile dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione per il Governo in questione, o dopo l'adozione di tali diverse formalità, richieste di documentazioni o procedure.

(2) La notifica di ogni differenza del genere nel caso di una modifica ad una Norma o di una Norma adottata di recente, verrà fatta da un Governo contraente al Segretario-Generale il più presto possibile dopo l'entrata in vigore di tale Norma modificata o adottata di recente, o dopo l'adozione di tali diverse formalità, richieste di documentazioni o procedure e può contenere un'indicazione dell'azione proposta per uniformare formalità, richieste documentazioni o procedure alla Norma modificata o adottata di recente.

(3) I Governi contraenti sono pregati di uniformare per quanto possibile le proprie formalità, richieste di documentazioni e procedure alle procedure consigliate. Non appena un Governo contraente uniformerà le proprie formalità, richieste di documentazioni e procedure, ad ogni procedura consigliata, dovrà darne notifica al Segretario-Generale.

(4) Il Segretario-Generale informerà i Governi contraenti di ogni notifica effettuata in base al precedente paragrafo.

Articolo IX

Il Segretario-Generale indirà una Conferenza dei Governi contraenti per la revisione o la modifica della presente Convenzione su richiesta di non meno di un terzo dei Governi contraenti. Ogni revisione o notifica dovrà

essere adottata dalla Conferenza con voto a maggioranza dei due terzi; successivamente ne verranno approntate copie certificate conformi che verranno inviate dal Segretario-Generale a tutti i Governi contraenti per la loro accettazione. Un anno dopo l'accettazione della revisione o degli emendamenti da parte di due terzi dei Governi contraenti, ogni revisione o emendamento entrerà in vigore per tutti i Governi contraenti eccettuato per coloro i quali prima della sua entrata in vigore dichiarino di non accettare la revisione o l'emendamento. Al momento dell'adozione, la Conferenza può decidere, con voto a maggioranza dei due terzi, che la revisione o la modifica è di natura tale che ogni Governo contraente che abbia fatto tale dichiarazione e che non accetti la revisione o l'emendamento entro un anno dalla entrata in vigore, cesserà, allo spirare di tale periodo, di essere Parte della Convenzione.

Articolo X

(1) La presente Convenzione resterà aperta alla firma per sei mesi a partire dalla data di oggi e resterà poi aperta alla adesione.

(2) I Governi degli Stati Membri delle Nazioni Unite, o di ogni Organizzazione specializzata, o dell'Organizzazione Internazionale dell'Energia Atomica, o che siano Parti dello Statuto della Corte Internazionale di Giustizia possono divenire Parti della presente Convenzione, mediante:

a) la firma senza riserva di accettazione;

b) la firma con riserva di accettazione, seguita dalla accettazione; o

c) l'adesione.

L'accettazione o l'adesione si effettueranno mediante il deposito di uno strumento presso il Segretario-Generale.

(3) Il Governo di ogni Stato che non abbia diritto a divenire Parte in base al paragrafo 2 del presente Articolo, può farne richiesta al Segretario generale e sarà ammesso a farne Parte in base al paragrafo 2, purchè la sua domanda sia stata approvata da due terzi dei Membri dell'Organizzazione diversi dai Membri associati.

Articolo XI

La presente Convenzione entrerà in vigore sessanta giorni dopo la data in cui i Governi di almeno dieci Stati l'avranno firmata senza riserva di accettazione o avranno depositato il proprio strumento di accettazione o di adesione. Essa entrerà in vigore per il Governo che la accetti o vi aderisca successivamente, sessanta giorni dopo il deposito dello strumento di accettazione o di adesione.

Articolo XII

Tre anni dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione nei confronti di un Governo contraente, tale Governo potrà denunciarla mediante notifica scritta indirizzata al Segretario-Generale, il quale notificherà a tutti i Governi contraenti il contenuto e la data del ricevimento di ogni notifica di tal genere.

Tale denuncia avrà efficacia un anno dopo il suo ricevimento da parte del Segretario-Generale, o dopo altro periodo più lungo che sia specificato nella notifica stessa.

Articolo XIII

(1) (*a*) Le Nazioni Unite, nei casi in cui amministrino un territorio, od ogni Governo contraente che curi le relazioni internazionali di un territorio, dovranno consultarsi il più presto possibile con detto territorio nel tentativo di estendere ad esso la presente Convenzione e potranno dichiarare, mediante notifica scritta inviata al Segretario-Generale, che la Convenzione verrà estesa a tale territorio.

(*b*) La presente Convenzione verrà estesa al territorio menzionato nella notifica a partire dalla data del ricevimento di essa o da ogni altra data in essa specificata.

(*c*) Le disposizioni dell'Articolo VIII della presente Convenzione si applicheranno ad ogni territorio al quale venga estesa la Convenzione in base al presente Articolo; a tale scopo, l'espressione « le proprie formalità, richieste di documentazioni o procedure » includerà quelle in vigore in tale territorio.

(*d*) La presente Convenzione cesserà di venire estesa ad ogni territorio un anno dopo il ricevimento da parte del Segretario-Generale di una notifica a tale scopo; o in altra data più lontana che sia specificata in essa.

(2) Il Segretario-Generale informerà tutti i Governi contraenti dell'estensione della presente Convenzione ad ogni territorio in base al paragrafo 1 del presente Articolo, specificando in ogni singolo caso la data a partire dalla quale la Convenzione è stata estesa.

Articolo XIV

Il Segretario-Generale informerà tutti i Governi firmatari, tutti i Governi contraenti e tutti i Membri della Organizzazione:

(*a*) delle firme apposte alla presente Convenzione e delle rispettive date;

(*b*) del deposito degli strumenti di accettazione e di adesione, nonchè delle date del loro deposito;

(*c*) della data in cui la Convenzione entra in vigore in base all'Articolo XI;

(*d*) di ogni notifica ricevuta in conformità degli Articoli XII e XIII e della relativa data;

(*e*) della convocazione di ogni Conferenza in base agli Articoli VII e IX.

Articolo XV

La presente Convenzione, unitamente al suo Allegato, sarà depositata presso il Segretario-Generale che ne invierà copia certificata conforme ai Governi firmatari ed ai Governi aderenti. Non appena la presente Convenzione entrerà in vigore, verrà registrata dal Segretario-Generale in base all'Articolo 102 dello Statuto delle Nazioni Unite.

Articolo XVI

La presente Convenzione ed il suo Allegato saranno redatti nelle lingue Inglese e Francese, entrambi i testi facenti ugualmente fede. Verranno approntate traduzioni ufficiali nelle lingue Russa e Spagnola che verranno depositate unitamente agli originali firmati.

In fede di che i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo dai rispettivi Governi, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto a Londra il 9 aprile 1965.

ALLEGATO *B*

Capitolo 1. — DEFINIZIONI E DISPOSIZIONI GENERALI

A. *Definizioni*

Ai fini delle disposizioni del presente Allegato, ai termini elencati verranno attribuiti i significati seguenti:

Carico. Tutti i beni, le merci, le derrate e gli articoli di qualsiasi genere che sono trasportati su di una nave e che non siano la corrispondenza, le provviste della nave, i pezzi di ricambio della stessa, il suo armamento, gli effetti personali dell'equipaggio ed il bagaglio che viaggia con i passeggeri.

Effetti personali dell'equipaggio. Gli indumenti, gli articoli di uso giornaliero ed ogni altro oggetto comprese anche le valute appartenenti all'equipaggio che sono trasportati dalla nave.

Membro dell'equipaggio. Chiunque sia effettivamente impiegato a bordo durante il viaggio e svolga delle mansioni relative al funzionamento della nave o al servizio di bordo e sia incluso nella lista dell'equipaggio.

Corrispondenza. Le spedizioni di corrispondenza e di altri oggetti affidati da Amministrazioni postali e destinati ad essere consegnati ad altre Amministrazioni postali.

Bagaglio che viaggia con i passeggeri. I beni, che possono comprendere anche la valuta, che sono trasportati per conto di un passeggero che viaggia nella stessa nave, siano suoi beni personali o meno, purchè non vengano trasportati in base ad un contratto di trasporto o ad altro accordo del genere.

Pubbliche autorità. Gli enti o i funzionari di uno Stato responsabili dell'applicazione e dell'esecuzione delle leggi e dei regolamenti di tale Stato nei riguardi dell'interpretazione delle Norme e delle Procedure consigliate di cui al presente Allegato.

Armatore. Chiunque possegga o gestisca una nave, sia che si tratti di una persona, di un ente od altra persona giuridica, ed ogni persona che agisca in nome del proprietario o del gestore.

Armamento della nave. Gli oggetti, diversi dai pezzi di ricambio di una nave, che sono posti a bordo della stessa e che vengono usati su di essa, che siano rimovibili ma non siano materiali di consumo, inclusi gli accessori quali le barche di salvataggio, gli apparecchi di salvataggio, il mobilio e le attrezzature della nave e simili.

Pezzi di ricambio della nave. I materiali che servono per la riparazione e che vengono incorporati nella stessa nave sulla quale sono trasportati.

Provviste della nave. Le merci che sono adoperate sulla nave, inclusi i beni di consumo, le merci trasportate per essere vendute ai passeggeri o ai membri dello equipaggio, il carburante ed i lubrificanti, escluso l'armamento della nave ed i pezzi di ricambio della stessa.

Orario di arrivo. L'ora in cui la nave si ferma in porto sia all'ancora che attraccata alla banchina.

B. *Disposizioni generali*

Conformemente al paragrafo 2 dell'Articolo V della Convenzione, le disposizioni del presente Allegato non vietano alle Pubbliche Autorità di adottare le misure del caso inclusa la richiesta di ulteriori informazioni, che possano essere ritenute necessarie nei casi di sospetta frode o per risolvere particolari situazioni in cui vi sia un grave pericolo per l'ordine pubblico, la sicurezza o la salute pubblica, o per prevenire l'introduzione o la diffusione di malattie od epidemie che mettono in pericolo la vita degli animali o delle piante.

1.1. *Norma.* Le Pubbliche Autorità in ogni caso si limiteranno a chiedere che vengano fornite le informazioni essenziali, e ne ridurrano al minimo il numero. Ove sia fissata nell'Allegato una lista specifica di dettagli, le Pubbliche Autorità non chiederanno che vengano forniti i dettagli che non ritengano essenziali.

1.2. *Procedura consigliata.* Nonostante che, per particolari motivi, dei documenti possono essere prescritti o richiesti separatamente in questo Allegato, le pubbliche autorità, tenendo presenti gli interessi di coloro che devono completare i documenti, nonchè gli scopi per i quali gli stessi devono essere usati, dovrebbero invece di richiedere due o più documenti, richiederne uno solo tutte le volte che ciò sia possibile e ne risulti una procedura semplificata.

Capitolo 2. — ARRIVO, SOSTA E PARTENZA DELLA NAVE

Il presente Capitolo contiene le disposizioni relative alle formalità che sono richieste agli armatori dalle Pubbliche Autorità all'arrivo, durante la sosta ed alla partenza della nave e non dovranno essere intese come suscettibili di eliminare l'esigenza di presentare all'esame delle competenti autorità, i certificati o gli altri documenti trasportati dalla nave e relativi all'immatricolazione della stessa, alla stazza, alla sicurezza, equipaggiamento e agli altri problemi relativi.

A. *Generali*

2.1. *Norma.* Le Pubbliche Autorità non pretenderanno all'arrivo o alla partenza di navi alle quali si applica la presente Convenzione, la consegna di documenti diversi da quelli citati nel presente Capitolo.

I documenti in questione sono:

— Dichiarazione generale,
— Manifesto di carico,
— Dichiarazione delle provviste di bordo,
— Dichiarazione degli effetti personali dell'equipaggio,
— Lista dell'equipaggio,
— Lista dei passeggeri,
— Il documento richiesto in base alla Convenzione Postale internazionale per la corrispondenza,
— Dichiarazione di sanità marittima.

B. *Contenuto e scopo dei documenti*

2.2. *Norma.* La Dichiarazione generale sarà il documento base che fornirà alle Pubbliche Autorità all'arrivo ed alla partenza le informazioni relative alla nave.

2.2.1. *Procedura consigliata.* Lo stesso tipo di Dichiarazione generale dovrebbe essere accettato sia all'arrivo che alla partenza della nave.

2.2.2. *Procedura consigliata.* Nella Dichiarazione generale le Pubbliche Autorità non dovrebbero richiedere altre informazioni all'infuori delle seguenti:

— norme e descrizione della nave,
— nazionalità della nave,
— informazioni relative all'immatricolazione,
— informazioni relative alla stazza,
— nome del capitano,

— nome ed indirizzo del raccomandatario,
— breve descrizione del carico,
— numero dei membri dell'equipaggio,
— numero dei passeggeri,
— brevi ragguagli sul viaggio,
— data ed ora dell'arrivo, o data della partenza,
— porto di arrivo o di partenza,
— posizione della nave in porto.

2.2.3. *Norma.* Le Pubbliche Autorità accetteranno una Dichiarazione datata e firmata dal Comandante, dal raccomandatario o da altra persona debitamente autorizzata dal comandante stesso.

2.3. *Norma.* Il manifesto di carico sarà il documento base che all'arrivo ed alla partenza fornirà alle Pubbliche Autorità le informazioni relative al carico. Tuttavia, si potrà richiedere di fornire separatamente ulteriori particolari per ogni carico di natura pericolosa.

2.3.1. *Procedura consigliata.* Nel manifesto di carico le Pubbliche Autorità non dovrebbero richiedere altre informazioni oltre alle seguenti:

a) all'arrivo:
— nome e nazionalità della nave,
— nome del capitano,
— Porto di provenienza della nave,
— Porto ove viene redatta la dichiarazione,
— marche e numeri; numero e tipo dei colli; quantità e natura delle merci,
— numero delle polizze di carico per il carico da scaricare nel porto in questione,
— Porti nei quali il carico che resta a bordo deve essere scaricato,
— Porto di primo imbarco delle merci spedite con polizza di carico;

b) alla partenza:
— nome e nazionalità della nave,
— nome del capitano,
— Porto di destinazione,
— relativamente alle merci caricate nel Porto in questione: marche e numeri; numero dei colli; quantità e natura delle merci,
— numeri delle polizze di carico per il carico caricato nel porto in questione.

2.3.2. *Procedura consigliata.* Per il carico che resta a bordo, le Pubbliche Autorità dovrebbero limitarsi a chiedere solo brevi dettagli relativi a pochi punti essenziali.

2.3.3. *Norma.* Le Pubbliche Autorità accetteranno un manifesto di carico datato e firmato dal Capitano, dal raccomandatario o da altra persona debitamente autorizzata dal Capitano stesso.

2.3.4. *Procedura consigliata.* Le Pubbliche Autorità dovrebbero accettare, in luogo del Manifesto di carico, una copia della nota del carico, purchè contenga tutte le informazioni richieste in conformità delle Procedure consigliate 2.3.1. e 2.3.2. e sia datata e firmata in conformità della Norma 2.3.3.

Come alternativa, le Pubbliche Autorità possono accettare una copia della polizza di carico firmata in conformità della Norma 2.3.3. o copia certificata conforme, se la natura e la quantità del carico lo rendono possibile e purchè ogni informazione in base alle Procedure consigliate 2.3.1. e 2.3.2. che non appaia in tali documenti sia anche fornita altrove e debitamente certificata.

2.3.5. *Procedura consigliata.* Le Pubbliche Autorità dovrebbero permettere che i colli non inclusi nel Manifesto di carico in possesso del Capitano vengano omessi dalla Dichiarazione del carico purchè i particolari di tali colli siano forniti separatamente.

2.4. *Norma.* La Dichiarazione delle provviste di bordo sarà il documento base che fornirà alle Pubbliche Autorità all'arrivo ed alla partenza della nave le informazioni relative alle provviste di bordo.

2.4.1. *Norma.* Le Pubbliche Autorità accetteranno una Dichiarazione di provviste di bordo datata e firmata dal Capitano o da un altro Ufficiale della nave, debitamente autorizzato dal Capitano, che sia a personale conoscenza di quanto riguarda le provviste di bordo.

2.5. *Norma.* La Dichiarazione degli effetti personali dell'equipaggio sarà il documento base che fornirà le informazioni richieste dalle Pubbliche Autorità relativamente agli effetti personali dell'equipaggio. Tale documento non verrà richiesto alla partenza.

2.5.1. *Norma.* Le Pubbliche Autorità accetteranno una Dichiarazione degli effetti personali dell'equipaggio datata e firmata dal Capitano o da altro Ufficiale della nave debitamente autorizzato dal Capitano stesso. Le Pubbliche Autorità possono altresì richiedere ad ogni Membro dell'equipaggio, di apporre la propria firma o, nel caso in cui non ne sia capace, la sua croce sarà apposta sulla dichiarazione relativa ai propri effetti personali.

2.5.2. *Procedura consigliata.* Le Pubbliche Autorità dovrebbero richiedere delle informazioni soltanto per quegli effetti personali dell'equipaggio che sono soggetti a dogana o a proibizioni o restrizioni.

2.6. *Norma.* L'elenco dei membri dell'equipaggio sarà il documento base che fornirà alle Pubbliche Autorità le informazioni relative al numero e alla composizione dell'equipaggio, sia all'arrivo che alla partenza della nave.

2.6.1. *Procedura consigliata.* Per quanto concerne l'elenco dei membri dell'equipaggio, le Pubbliche Autorità non dovrebbero richiedere altre informazioni oltre le seguenti:
— nome e nazionalità della nave,
— cognome,
— nome o nomi,
— nazionalità,
— grado o categoria,
— data e luogo di nascita,
— natura e numero del documento di identificazione,
— porto e data dell'arrivo,
— provenienza.

2.6.2. *Norma.* Le Pubbliche Autorità accetteranno una lista dell'equipaggio datata e firmata dal Capitano o da altro Ufficiale della nave debitamente autorizzato dal Capitano stesso.

2.7. *Norma.* La lista dei Passeggeri sarà il documento base che fornirà alle Pubbliche Autorità le informazioni su i passeggeri sia all'arrivo che alla partenza della nave.

2.7.1. *Procedura consigliata.* Le Pubbliche Autorità non dovrebbero richiedere le liste dei passeggeri nel caso di brevi rotte marittime o di servizi misti naveferrovia tra Paesi vicini.

2.7.2. *Procedura consigliata.* Le pubbliche autorità non dovrebbero richiedere le carte di imbarco e di sbarco oltre alle liste dei passeggeri nel caso di passeggeri i cui nomi figurino in tali liste.

Tuttavia, nel caso in cui le Pubbliche Autorità debbano far fronte a speciali situazioni costituenti un grave pe-

ricolo per la salute pubblica, può venire richiesto ad una persona che compie un viaggio internazionale, di comunicare per iscritto il proprio indirizzo nel Paese di destinazione.

2.7.3. *Procedura consigliata.* Per quanto riguarda la lista dei passeggeri, le pubbliche autorità non dovrebbero richiedere altre informazioni oltre alle seguenti:

— nome e nazionalità della nave,
— cognome,
— nome o nomi,
— nazionalità,
— data di nascita,
— luogo di nascita,
— Porto di imbarco,
— Porto di sbarco,
— Porto e data di arrivo della nave.

2.7.4. *Procedura consigliata.* Una lista compilata dalle Compagnie di navigazione per proprio uso dovrebbe essere accettata in luogo della Lista dei Passeggeri, purché detta lista contenga le informazioni richieste in base alla Procedura Consigliata 2.7.3. e sia datata e firmata in conformità della Norma 2.7.5.

2.7.5. *Norma.* Le Pubbliche Autorità accetteranno una Lista dei Passeggeri datata e firmata dal Capitano, dal raccomandatario o da altra persona debitamente autorizzata dal Capitano stesso.

2.7.6. *Procedura consigliata.* Le Pubbliche Autorità dovrebbero accertarsi che gli armatori notifichino loro all'arrivo la presenza di ogni passeggero clandestino scoperto a bordo.

2.8. *Norma.* Le Pubbliche Autorità non richiederanno, all'arrivo o alla partenza di una nave delle dichiarazioni scritte relative alla corrispondenza che siano diverse da quelle prescritte dalla Convenzione Postale Universale.

2.9. *Norma.* La Dichiarazione di Sanità Marittima sarà il documento base che fornirà alle Autorità Sanitarie Portuali informazioni sulle condizioni sanitarie a bordo della nave durante il viaggio e all'arrivo in un porto.

C. *Documenti richiesti all'arrivo*

2.10. *Norma.* All'arrivo di una nave in porto le pubbliche autorità non richiederanno altri documenti oltre ai seguenti:

— 5 copie della Dichiarazione Generale,
— 4 copie del Manifesto di carico,
— 4 copie della Dichiarazione delle provviste di bordo,
— 2 copie della Dichiarazione degli effetti personali dell'equipaggio,
— 4 copie della lista dell'equipaggio,
— 4 copie della lista dei passeggeri,
— 1 copia della Dichiarazione di Sanità Marittima.

D. *Documenti richiesti alla partenza*

2.11. *Norma.* Alla partenza di una nave da un porto, le pubbliche autorità non dovranno richiedere altri documenti oltre i seguenti:

— 5 copie della Dichiarazione Generale,
— 4 copie del Manifesto di carico,
— 3 copie della Dichiarazione delle provviste di bordo,
— 2 copie della Lista dell'equipaggio,
— 2 copie della Lista dei Passeggeri.

2.11.1. *Procedura consigliata.* Alla partenza da un porto non dovrebbe essere richiesto un Manifesto di carico per il carico che è stato oggetto di una Dichiarazione all'arrivo in quel Porto e che è rimasto a bordo.

2.11.2. *Procedura consigliata.* Per le provviste di bordo che sono state oggetto di una dichiarazione all'arrivo della nave non dovrebbe essere richiesta una diversa dichiarazione alla partenza e questa vale anche per le merci che sono state spedite nel Porto se coperte da altro documento doganale presentato in tale Porto.

2.11.3. *Norma.* Ove le Pubbliche Autorità richiedano alla partenza della nave delle informazioni relative al l'equipaggio potrà essere accettata una copia della lista dell'equipaggio che era stata presentata all'arrivo purchè detta copia sia nuovamente firmata e munita della indicazione di ogni cambiamento apportato nel numero o nella composizione dell'equipaggio o dell'indicazione che non sono avvenuti cambiamenti.

E. *Provvedimenti atti a facilitare le pratiche doganali relative al carico, ai passeggeri, all'equipaggio ed ai bagagli.*

2.12. *Procedura consigliata.* Le Pubbliche Autorità dovrebbero con la collaborazione degli armatori e delle amministrazioni portuali, provvedere a che il periodo di sosta della nave nel Porto sia ridotto allo stretto necessario e, a tale scopo, provvedere per lo svolgimento delle varie operazioni.

Esse dovranno inoltre riesaminare con frequenza tutte le procedure relative all'arrivo ed alla partenza delle navi, incluse le disposizioni concernenti l'imbarco, lo sbarco, il carico e lo scarico e le operazioni di rifornimento e simili. Esse dovranno inoltre prendere le misure necessarie affinchè le formalità relative alle navi da carico ed al loro carico possano essere iniziate e concluse, per quanto possibile, nella zona di attività.

2.12.1. *Procedura consigliata.* Le Pubbliche Autorità dovrebbero, in collaborazione con gli armatori e le amministrazioni portuali, adottare delle misure appropriate per le diverse operazioni così da semplificare e facilitare le operazioni di carico e scarico e le formalità per lo sdoganamento delle merci. Tali disposizioni dovrebbero concernere tutte le operazioni a partire dallo attracco della nave alla banchina: scarico, sdoganamento e, ove occorra, magazzinaggio e rispedizione del carico.

Dovrebbe esistere una comunicazione diretta e comoda tra magazzino e area doganale, ed entrambi dovrebbero essere situati in prossimità della banchina, ed ove possibile, dovrebbe essere disponibile anche un sistema di convogliamento meccanico.

F. *Scali successivi in due o più porti in uno stesso Stato*

2.13. *Procedura consigliata.* Tenendo conto delle formalità che sono effettuate all'arrivo di una nave nel primo Porto di scalo sul territorio di uno Stato, le formalità e i documenti richiesti dalle Pubbliche Autorità di ogni scalo successivo in detto Paese, ove non vi sia uno scalo intermedio in un Porto di un Paese diverso, dovrebbero essere ridotti al minimo.

G. *Completamento dei documenti*

2.14. *Procedura consigliata.* Le Pubbliche Autorità dovrebbero, per quanto possibile, accettare i documenti previsti dal presente Allegato, ad eccezione di quelli

previsti dalla Norma 3.7., indipendentemente dalla lingua in cui sono fornite le informazioni, restando inteso che ove lo ritengano necessario, le Pubbliche Autorità possono richiedere una traduzione scritta od orale in una delle lingue ufficiali del proprio Paese o dell'Organizzazione.

2.15. *Norma.* Le predette Pubbliche Autorità non richiederanno che i documenti di cui al presente capitolo, siano dattilografati. Saranno accettate dichiarazioni manoscritte, ad inchiostro o a matita indelebile, purchè leggibili.

2.16. *Norma.* Le Pubbliche Autorità del Porto di arrivo, scarico o transito di un Paese non pretenderanno che ogni documento relativo alla nave, al suo carico, alle sue provviste, ai passeggeri o all'equipaggio, di cui al presente capitolo, sia legalizzato, controllato e autenticato, da un loro rappresentante all'estero o che gli debba essere sottoposto in precedenza.

Tale disposizione non precluderà la necessità della presentazione di un passaporto o di altro documento di identità da parte di un passeggero o di un membro dell'equipaggio per il visto a scopi analoghi.

Capitolo 3. — ARRIVO E PARTENZA DELLE PERSONE

Il presente Capitolo contiene le disposizioni relative alle formalità richieste dalle Pubbliche Autorità, all'equipaggio ed ai passeggeri all'arrivo o alla partenza di una nave.

A. *Condizioni e formalità d'arrivo e di partenza*

3.1. *Norma.* Un passaporto in corso di validità costituirà il documento base che fornirà alle pubbliche autorità le informazioni relative ad ogni passeggero all'arrivo e alla partenza di una nave.

3.1.1. *Procedura consigliata.* I Governi contraenti dovrebbero, per quanto possibile, convenire, mediante accordi bilaterali o multilaterali, di accettare dei documenti di identità ufficiali in luogo dei passaporti.

3.2. *Procedura consigliata.* Le Pubbliche Autorità dovrebbero adottare dei provvedimenti, in virtù dei quali i passaporti dei passeggeri, o documenti ufficiali di identificazione accettati in luogo di questi, siano controllati dalle Autorità di Immigrazione una sola volta sia all'arrivo che alla partenza. Inoltre, all'arrivo ed alla partenza, potrà venir richiesta la presentazione di detti passaporti o documenti ufficiali di identificazione ai fini di controllo o di identificazione, nell'ambito delle formalità doganali o altro.

3.3. *Procedura consigliata.* Dopo la presentazione individuale dei passaporti o dei documenti ufficiali di identificazione accettati in luogo dei primi, le Pubbliche Autorità dovrebbero restituire immediatamente tali documenti dopo averli esaminati, anzichè trattenerli a fini di controllo supplementare, a meno che non vi sia un qualche ostacolo all'ammissione di un passeggero nel territorio.

3.4. *Procedura consigliata.* Le Pubbliche Autorità non dovrebbero richiedere ai passeggeri all'imbarco o allo sbarco, od agli armatori che agiscano in loro nome, delle informazioni scritte diverse da quelle figuranti nei passaporti o documenti ufficiali di identificazione, a meno che non si rendano necessarie per completare i documenti previsti al presente Allegato.

3.5. *Procedura consigliata.* Le Pubbliche Autorità che richiederanno ai passeggeri, allo sbarco e all'imbarco informazioni supplementari per iscritto diverse da quelle necessarie per completare i documenti previsti al presente Allegato, dovrebbero limitare le proprie domande ai fini di una più perfetta identificazione dei passeggeri alle voci figuranti alla procedura consigliata 3.6. (carta di imbarco o di sbarco). Le predette Autorità dovrebbero accettare una Carta di imbarco o di sbarco compilata dal passeggero, senza pretendere che questa ultima sia completata o controllata dall'armatore. Detta Carta dovrebbe essere compilata in corsivo, in calligrafia leggibile, a meno che nel formulario non sia richiesto di scrivere in stampatello.

Dovrebbe essere richiesta ad ogni passeggero una sola copia della Carta di imbarco e sbarco, ed ove occorra, delle riproduzioni della stessa.

3.6. *Procedura consigliata.* Le Pubbliche Autorità non dovrebbero richiedere, per le Carte di imbarco o sbarco, altre informazioni oltre alle seguenti:

— cognome,
— nome o nomi,
— nazionalità,
— numero del passaporto o di altro documento ufficiale di identificazione,
— data di nascita,
— luogo di nascita,
— professione,
— porto di imbarco e di sbarco,
— sesso,
— indirizzo nel Paese di destinazione,
— firma.

3.7. *Norma.* Ove sia richiesto alle persone che si trovano a bordo di una nave, di provare che esse sono immunizzate contro il colera, la febbre gialla o il vaiolo, le Autorità Pubbliche accetteranno il certificato internazionale di vaccinazione o di rivaccinazione nelle forme previste dal Regolamento sanitario internazionale.

3.8. *Procedura consigliata.* La visita medica delle persone che si trovano a bordo di una nave o che ne sbarcano dovrebbe, di norma, essere limitata alle persone provenienti da una Regione nella quale sia in corso un'epidemia di una delle malattie per cui è prevista la quarantena, per il periodo d'incubazione della malattia in questione (come è previsto dal Regolamento sanitario internazionale). Tuttavia, tutte queste persone possono venire sottoposte ad una visita medica supplementare, in conformità delle disposizioni del Regolamento Sanitario Internazionale.

3.9. *Procedura consigliata.* Le Pubbliche Autorità dovrebbero normalmente effettuare il controllo doganale dei bagagli che viaggiano con i passeggeri, all'arrivo, con criterio selettivo e non vessatorio. Non dovrebbe, per quanto possibile, essere richiesta una dichiarazione scritta per i bagagli che accompagnano i passeggeri.

3.9.1. *Procedura consigliata.* Le Pubbliche Autorità dovrebbero, quando sia possibile, rinunciare alle formalità relative al controllo dei bagagli che accompagnano i passeggeri alla partenza.

3.9.2. *Procedura consigliata.* Allorchè il controllo dei bagagli che accompagnano un passeggero, all'uscita, non possa essere completamente evitato, detto controllo dovrebbe, di norma, limitarsi ad essere selettivo e non vessatorio.

3.10. *Norma.* Il libretto di navigazione in corso di validità o il passaporto costituiscono il documento base che fornisce alle pubbliche Autorità, all'arrivo o alla partenza della nave, le informazioni relative a ciascun membro dell'equipaggio.

3.10.1. *Norma.* Per quanto riguarda il libretto di navigazione, le Pubbliche Autorità non dovrebbero richiedere altre informazioni oltre alle seguenti:

— cognome,
— nome,
— data e luogo di nascita,
— nazionalità,
— connotati fisici,
— fotografia (autenticata),
— firma,
— data di scadenza (ove vi sia),
— Pubblica Autorità che ha rilasciato il documento.

3.10.2. *Norma.* Quando un marinaio deve recarsi in un Paese o allontanarsene in qualità di passeggero, con un qualsiasi mezzo di trasporto:

a) per raggiungere la propria nave o per trasferirsi su di un'altra;

b) per transitare, al fine di raggiungere la propria nave in un altro Paese, o tornare nel proprio Paese, o per ogni altro scopo approvato dalle Autorità del Paese in questione, le Autorità accetteranno il libretto di navigazione in corso di validità, in luogo del passaporto, allorchè detto documento garantisca la riammissione del portatore nel Paese che ha rilasciato il documento in questione.

3.10.3. *Procedura consigliata.* Le Pubbliche Autorità non dovrebbero normalmente richiedere per i membri dell'equipaggio la presentazione di documenti individuali di identificazione, nè altre informazioni supplementari a quelle contenute nel libretto di navigazione all'infuori di quelle che sono contenute nella lista dell'equipaggio.

B. *Provvedimenti intesi a facilitare lo svolgimento delle formalità relative al carico, ai passeggeri, all'equipaggio ed al bagaglio.*

3.11. *Procedura consigliata.* Le Pubbliche Autorità dovrebbero con il concorso degli armatori e delle amministrazioni portuali, adottare tutti i provvedimenti necessari per accelerare lo svolgimento delle formalità sia per quanto riguarda i passeggeri, che per quanto riguarda l'equipaggio ed il bagaglio, nonchè provvedere a tale scopo il personale e le attrezzature sufficienti e curando particolarmente i dispositivi di carico, scarico ed inoltro dei bagagli (compresa l'utilizzazione di sistemi meccanizzati), nonchè i punti in cui i passeggeri rischiano di attendere più a lungo. Dovrebbero, inoltre, essere adottati provvedimenti per approntare, ove occorra, un passaggio coperto tra la nave e il luogo di controllo dei passeggeri e dell'equipaggio.

3.11.1. *Procedura consigliata.* Le Pubbliche Autorità dovrebbero:

a) con il concorso degli armatori e delle amministrazioni portuali, adottare dei convenienti provvedimenti quali:

i) metodo di inoltro individuale e continuo di passeggeri e bagaglio;

ii) un sistema che permetta ai passeggeri di identificare e ritirare rapidamente i loro bagagli controllati non appena questi vengano posti nella zona ove possono venir reclamati;

b) assicurare che le amministrazioni portuali prendano i provvedimenti necessari:

i) perchè sia facilitato, ai passeggeri e al bagaglio, l'accesso ai mezzi di trasporto locali;

ii) perchè i locali nei quali si devono eseguire i vari controlli dell'equipaggio siano facilmente accessibili e il più vicino possibile gli uni agli altri.

3.12. *Procedura consigliata.* Le Pubbliche Autorità dovrebbero richiedere agli armatori di accertarsi che il personale della nave prenda tutti i provvedimenti necessari per favorire un rapido svolgimento delle formalità relative ai passeggeri e all'equipaggio, all'arrivo.

Detti provvedimenti possono consistere:

a) nell'invio, alle Pubbliche Autorità, di un messaggio che segnali, in anticipo, l'ora prevista per l'arrivo, nonchè le informazioni per ogni cambiamento dell'orario, compreso l'itinerario del viaggio ove tale informazione sia suscettibile di influenzare le formalità di controllo;

b) nel tenere pronti i documenti di bordo per un rapido esame;

c) nel preparare gli scalandroni e gli altri mezzi di imbarco e sbarco prima che la nave attracchi al molo o getti l'ancora;

d) nel predisporre una rapida ed ordinata adunata delle persone a bordo per il controllo dei documenti, lasciando liberi, a turno, all'occorrenza, i membri dell'equipaggio dai loro compiti essenziali nella sala macchine e altrove.

3.13. *Procedura consigliata.* Il cognome o i cognomi dovrebbero figurare per primi sui documenti concernenti i passeggeri e l'equipaggio; quando vengono usati tanto il cognome del padre che quello della madre, il cognome del padre dovrebbe figurare per primo. Quando, per le donne sposate si fa uso del cognome del marito e di quello della moglie, il cognome del marito dovrebbe figurare per primo.

3.14. *Norma.* Le Pubbliche Autorità dovranno procedere, senza ingiustificati ritardi, al controllo dei passeggeri e dell'equipaggio in vista della loro ammissione nel territorio dello Stato, allorchè tale controllo è richiesto.

3.15. *Norma.* Le Pubbliche Autorità si asterranno dall'infliggere sanzioni agli armatori nei casi in cui ritengano insufficienti i documenti che un passeggero presenta al controllo o quando un passeggero non può venire ammesso, per tale motivo, sul territorio dello Stato.

3.15.1. *Procedura consigliata.* Le Pubbliche Autorità dovrebbero invitare gli armatori a prendere tutte le misure necessarie affinchè i passeggeri siano in possesso di tutti i documenti richiesti dai Governi contraenti ai fini del controllo.

Capitolo 4. SANITÀ PUBBLICA E QUARANTENA, INCLUSE LE MISURE SANITARIE PER GLI ANIMALI E LE PIANTE

4.1. *Procedura consigliata.* Le Pubbliche Autorità di uno Stato che non sia parte del Regolamento Sanitario Internazionale, dovrebbero cercare di applicare le disposizioni di detto Regolamento ai trasporti marittimi internazionali.

4.2. *Procedura consigliata.* I Governi contraenti che abbiano degli interessi comuni a motivo delle proprie condizioni sanitarie, geografiche, sociali ed economiche, dovrebbero concludere degli accordi particolari, in base

all'articolo 104 del Regolamento Sanitario Internazionale, nel caso in cui tali accordi facilitino l'applicazione del Regolamento in questione.

4.3. *Procedura consigliata.* Qualora vengano richiesti certificati sanitari o documenti analoghi nel caso di spedizione di alcuni animali o di alcune piante o prodotti derivati, detti certificati o documenti dovrebbero essere redatti nel modo più semplice possibile e dovrebbero essere oggetto di larga diffusione; i Governi contraenti dovrebbero collaborare al fine di rendere tali documenti uniformi.

4.4. *Procedura consigliata.* Le Pubbliche Autorità dovrebbero, per quanto possibile, accordare alla nave la libera pratica a mezzo radio e quando, sulla base delle informazioni ricevute dalla nave stessa prima del suo arrivo nel porto, l'Autorità sanitaria del Porto di destinazione ritenga che l'ingresso della nave non causi la introduzione o la diffusione di una qualsiasi malattia che comporti la quarantena. Le Autorità Sanitarie dovrebbero, per quanto possibile, essere autorizzate a salire a bordo prima ancora dell'ingresso della nave in porto.

4.4.1. *Procedura consigliata.* Le Pubbliche Autorità dovrebbero cercare di ottenere la collaborazione degli armatori affinchè si conformino al principio in base al quale una malattia a bordo di una nave deve essere prontamente segnalata a mezzo radio all'Autorità sanitaria del Porto di destinazione della nave, al fine di facilitare l'invio di personale medico specializzato e del materiale necessario allo svolgimento delle formalità sanitarie all'arrivo.

4.5. *Norma.* Le Pubbliche Autorità dovranno adottare i provvedimenti necessari affinchè tutte le agenzie di viaggio o gli altri organismi interessati possano fornire ai passeggeri, con sufficiente anticipo, la lista delle vaccinazioni richieste dalle Pubbliche Autorità dei Paesi in questione, unitamente ai moduli dei certificati di vaccinazione conformi al Regolamento Sanitario Internazionale. Le Pubbliche Autorità dovranno prendere i provvedimenti necessari affinchè le persone che effettuano le vaccinazioni utilizzino i certificati internazionali di vaccinazione o rivaccinazione, onde assicurare una uniforme accettazione.

4.6. *Procedura consigliata.* Le Pubbliche Autorità dovrebbero fornire le attrezzature ed i servizi necessari alla vaccinazione e rivaccinazione, nonchè al rilascio dei certificati internazionali corrispondenti, nel maggior numero di porti possibile.

4.7. *Norma.* Le Pubbliche Autorità si accerteranno che le misure di ordine sanitario e le formalità ad esse relative siano iniziate senza indugio, completate rapidamente ed applicate indiscriminatamente.

4.8. *Procedura consigliata.* Le Pubbliche Autorità dovrebbero mantenere, nel maggior numero possibile di porti, attrezzature e servizi sufficienti e permettere l'efficace applicazione delle misure sanitarie, comprese quelle relative alla quarantena degli animali e delle piante.

4.9. *Procedura consigliata.* Per tutte le cure mediche da fornire nei casi urgenti all'equipaggio ed ai passeggeri, dovrebbero essere previste nel maggior numero possibile di porti di ogni Stato delle attrezzature mediche facilmente accessibili.

4.10. *Norma.* Una nave che non sia infetta o sospetta di essere infetta di una malattia che comporti la quarantena non dovrebbe, a motivo di qualsiasi altra malattia o epidemia, essere impedita dall'Autorità sanitaria portuale di caricare o scaricare merci, di imbarcare combustibili ed acqua, a meno che non ci si trovi di fronte ad un caso di emergenza che comporti un grave rischio per la salute pubblica.

4.11. *Procedura consigliata.* Le spedizioni via mare di animali, di prodotti animali grezzi, di derrate alimentari di origine animale e di prodotti vegetali comportanti la quarantena, dovrebbero essere permesse in determinate circostanze quando siano accompagnati da un certificato di quarantena compilato nella forma approvata dagli Stati interessati.

Capitolo 5. — DISPOSIZIONI VARIE

A. *Cauzione e altre forme di garanzia*

5.1. *Procedura consigliata.* Qualora le Pubbliche Autorità richiedano agli armatori il deposito di cauzioni o altre forme di garanzia per coprire i loro obblighi in base alle leggi e ai regolamenti relativi alle dogane, alla immigrazione, alla salute pubblica, alla quarantena di animali o di piante, o ad altre leggi o regolamenti analoghi dello Stato, le predette Pubbliche Autorità dovrebbero, per quanto possibile, autorizzare il deposito di un'unica cauzione globale o altra forma di garanzia.

B. *Errori nei documenti e relative sanzioni*

5.2. *Norma.* Le Pubbliche Autorità dovranno autorizzare, senza peraltro causare ritardo alla partenza della nave, la correzione di errori in un documento previsto dal presente Allegato, qualora esse ritengano che detti errori siano stati commessi inavvertitamente, che si tratti di errori di scarso rilievo che non sono da imputarsi a negligenza ripetuta e che sono stati commessi senza l'intenzione di violare le leggi o i regolamenti, a condizione che i summenzionati errori siano stati rilevati prima che il controllo dei documenti sia terminato e vengano rettificati senza indugio.

5.3. *Norma.* Nel caso di errori rilevanti nei documenti di cui al presente Allegato e firmati dall'armatore, dal Capitano o in loro nome, non verranno inflitte sanzioni prima che le Pubbliche Autorità abbiano dato a costoro l'opportunità di provare che gli errori sono stati commessi inavvertitamente, che non sono da imputarsi a negligenza ripetuta e che sono stati commessi senza l'intenzione di violare le leggi o i regolamenti.

C. *Servizi nei porti*

5.4. *Procedura consigliata.* I servizi abituali delle Pubbliche Autorità in un Porto, dovrebbero essere forniti a titolo gratuito durante il normale orario di lavoro (l'orario di servizio ordinario). Le Pubbliche Autorità dovrebbero cercare di stabilire, per i loro servizi portuali, dei normali orari di lavoro corrispondenti ai periodi in cui il lavoro è più intenso.

5.4.1. *Procedura consigliata.* I Governi contraenti dovrebbero adottare tutte le misure idonee ad organizzare i normali servizi delle Pubbliche Autorità nei porti così

da evitare di causare degli inutili ritardi alle navi dopo il loro arrivo o al momento della partenza, e di ridurre al minimo il periodo necessario per completare le formalità, a condizione che l'ora prevista per l'arrivo o la partenza della nave sia notificata alle Pubbliche Autorità in tempo utile.

5.4.2. *Norma.* L'Autorità sanitaria non percepirà alcun compenso per ogni visita medica od esame supplementare, batteriologico o altro, effettuato in qualunque momento del giorno o della notte, che possa essere utile per conoscere lo stato di salute della persona esaminata; nè percepirà compensi per la visita di ispezione della nave a motivo di quarantena, a meno che l'ispezione non abbia per oggetto il rilascio di un certificato di derattizzazione o di esenzione dalla derattizzazione.

Non saranno del pari richiesti compensi per la vaccinazione di una persona che arrivi con una nave, nè per il rilascio di un certificato di vaccinazione. Tuttavia, qualora si rendano necessarie misure diverse dalle predette nei confronti di una nave, dei suoi passeggeri o del suo equipaggio e vengano richiesti compensi, detti compensi dovranno essere in base ad una unica tariffa che dovrà essere uniforme su tutto il territorio dello Stato. Tali tariffe saranno imposte senza discriminazioni rispetto alla nazionalità, al domicilio o alla residenza della persona in questione o alla nazionalità, alla bandiera, all'immatricolazione o alla proprietà della nave.

5.4.3. *Procedura consigliata.* Allorchè le Pubbliche Autorità forniranno dei servizi al di fuori dei regolari orari di lavoro che sono previsti dalla procedura consigliata 5.4., dovrebbero farlo a delle condizioni ragionevoli e non eccedenti il costo reale dei servizi resi.

5.5. *Norma.* Allorchè il volume del traffico di un Porto lo giustifichi, le Pubbliche Autorità dovranno provvedere a fornire i servizi necessari all'adempimento delle formalità relative al carico ed ai bagagli, indipendentemente dal valore e dalla natura degli stessi.

5.6. *Procedura consigliata.* I Governi contraenti dovrebbero adottare provvedimenti mediante i quali un Governo possa accordare ad un altro Governo alcune facilitazioni prima del viaggio o durante la traversata, per ispezionare le navi, i passeggeri, i membri dell'equipaggio, i bagagli, le merci, nonchè i documenti relativi alla dogana, all'immigrazione, alla salute pubblica, (alla protezione zoofila e veterinaria), alla quarantena di animali o piante, quando tale provvedimento sia suscettibile di facilitare il completamento delle formalità all'arrivo sul territorio di quest'ultimo Stato.

D. *Carico non scaricato nel porto di destinazione previsto*

5.7. *Norma.* Allorchè l'intero carico o parte del carico di cui al Manifesto di carico non viene scaricato nel porto di destinazione previsto, le Pubbliche Autorità dovranno permettere che il Manifesto sia modificato e dovranno altresì astenersi dall'infliggere sanzioni se hanno la certezza che il carico in questione non sia stato caricato a bordo della nave o, nel caso lo sia stato, che sia stato scaricato in un altro Porto.

5.8. *Norma.* Quando tutto il carico o parte di esso viene scaricato in un Porto diverso da quello previsto, per errore o per altro valido motivo, le Pubbliche Autorità ne faciliteranno la rispedizione al luogo di destinazione. Tale disposizione non si applica tuttavia alle merci pericolose, vietate, o sottoposte a restrizioni.

E. *Limitazioni della responsabilità dell'armatore*

5.9. *Norma.* Le Pubbliche Autorità non richiederanno all'armatore di fornire particolari informazioni per uso di dette Autorità, su di una polizza di carico o una copia di essa, a meno che l'armatore non sia anche l'importatore o l'esportatore o agisca in loro nome.

5.10. *Norma.* Le Pubbliche Autorità non riterranno l'armatore responsabile della presentazione o della precisione dei documenti richiesti all'importatore o all'esportatore in vista dello sdoganamento, a meno che non agisca egli stesso in qualità di importatore o di esportatore, o a loro nome.

ALLEGATO *C*

RISOLUZIONI

RISOLUZIONE 1.

Necessità di incoraggiare gli Stati ad approvare la convenzione o ad aderirvi

La Conferenza Internazionale del 1965 sulla facilitazione dei viaggi e dei trasporti marittimi;

Riconoscendo che, per facilitare il traffico marittimo, è auspicabile una maggiore semplificazione ed uniformità nelle pratiche, formalità e richieste di documentazioni all'arrivo, durante la sosta ed alla partenza delle navi che effettuano viaggi internazionali;

Decide:

1) che gli Stati rappresentati alla conferenza siano invitati ad approvare il più presto possibile la Convenzione sulla facilitazione del traffico marittimo internazionale;

2) che l'organizzazione intergovernativa di consultazione marittima dovrebbe richiamare l'attenzione dei propri membri e dei membri dell'organizzazione delle Nazioni Unite o di una qualsiasi istituzione specializzata, dei membri dell'Ente internazionale per l'energia atomica e degli Stati Parti allo Statuto della Corte Internazionale di Giustizia, che non sono membri dell'Organizzazione, nè parti della Convenzione, sull'opportunità di collaborare a questi provvedimenti internazionali per la facilitazione dei viaggi e dei trasporti e ad invitarli a divenire Parti della Convenzione;

3) nella misura in cui le è consentito, l'Organizzazione dovrebbe fornire ai Governi che non sono Parti della Convenzione, a richiesta di questi ultimi, le informazioni e i consigli utili per facilitare la loro accettazione della Convenzione o l'adesione ad essa.

ACCETTAZIONE DELLE NORME

RISOLUZIONE 2.

La Conferenza Internazionale del 1965 sulla facilitazione dei viaggi e dei trasporti marittimi:

Riconoscendo che le disposizioni contenute nell'Allegato alla Convenzione sulla facilitazione del traffico marittimo internazionale, dovrebbero, per quanto possibile, essere adottate dai Governi contraenti,

Avendo compilato le norme che fanno parte del presente Allegato allo scopo di facilitarne l'incorporazione nella legislazione nazionale,

Decide di richiamare l'attenzione dei Governi Contraenti e dei membri dell'Organizzazione intergovernativa di consultazione marittima sull'opportunità di accettare le norme, nella misura del possibile, e di adattare ad esse le proprie procedure richieste di documentazioni e formalità.

RISOLUZIONE 3.

Creazione di Comitati nazionali e regionali

La Conferenza Internazionale del 1965 sulla facilitazione dei viaggi e dei trasporti marittimi,

Riconoscendo che i comitati nazionali e regionali esistenti contribuiscono largamente ad incoraggiare l'applicazione di varî provvedimenti che aiuteranno a raggiungere i fini della Convenzione sulla facilitazione del traffico marittimo internazionale;

Decide:

(1) di invitare i Governi contraenti a creare dei comitati nazionali e regionali ove già non esistano, al fine di incoraggiare la raccomandazione di misure di facilitazione, la loro adozione, nonchè la loro applicazione negli Stati interessati;

(2) di invitare inoltre tali Governi a notificare al Segretario-Generale dell'Organizzazione Intergovernativa di Consultazione Marittima, l'esistenza o la creazione di tali Comitati.

RISOLUZIONE 4.

Costituzione di un gruppo di lavoro ad hoc

La Conferenza Internazionale del 1965 sulla facilitazione dei viaggi e dei trasporti marittimi,

Si congratula con l'Organizzazione intergovernativa di consultazione marittima per aver indetto la Conferenza Internazionale sulla facilitazione dei viaggi e dei trasporti marittimi e per aver preparato un progetto di Convenzione ed il suo Allegato;

Considerando che gli scopi dell'Organizzazione, come sono definiti all'Articolo 1 della Convenzione, sono fra gli altri, « l'istituzione di un sistema di collaborazione tra i Governi nel campo della regolamentazione e delle pratiche governative relative a problemi tecnici di ogni genere interessanti il commercio marittimo internazionale e l'incoraggiamento ad abbandonare le misure discriminatorie e le restrizioni inutili applicate dai Governi al commercio marittimo internazionale, allo scopo di porre indiscriminatamente le risorse dei servizi marittimi a disposizione del commercio internazionale ».

Considerando che in base alla Convenzione sull'organizzazione intergovernativa di consultazione marittima, l'assemblea di tale organizzazione può creare tutti gli Organi ausiliari che ritiene necessari;

Ricordando le Risoluzioni A.29(II) e A.63(III) dell'Assemblea dell'Organizzazione relative ai provvedimenti destinati a facilitare i viaggi ed i trasporti,

Invita l'Organizzazione ad esaminare la possibilità di costituire di tanto in tanto un gruppo di lavoro *ad hoc* con funzioni consultive e composto di esperti dei Governi parte della Convenzione sulla facilitazione del traffico marittimo internazionale, allo scopo di semplificare i compiti del Segretario-Generale ai sensi della presente Convenzione ed in particolare al fine di esaminare, ove occorra, gli emendamenti proposti dai Governi contraenti all'Allegato della Convenzione. Potranno essere invitati a partecipare ai lavori del gruppo di lavori *ad hoc* degli osservatori appartenenti ad organizzazioni intergovernative e ad organizzazioni non governative dotate di statuto consultivo presso l'Organizzazione.

RISOLUZIONE 5.

Futuri lavori sulle varie misure di facilitazione

La Conferenza Internazionale del 1965 sulla facilitazione dei viaggi e dei trasporti marittimi, tenuto conto delle disposizioni della Convenzione sulla facilitazione del traffico marittimo internazionale e del suo Allegato,

Considerando l'opportunità dell'adozione di nuove misure in alcuni campi al fine di includere nell'Allegato delle disposizioni adeguate,

Decide:

di invitare il Segretario-Generale dell'Organizzazione intergovernativa di consultazione marittima ad adottare per il tramite del Gruppo di lavoro speciale composto di esperti dei Governi Parte della Convenzione ogni misura utile ad:

1) accelerare la messa a punto di modelli uniformi per i documenti previsti dal presente Allegato;

2) studiare particolari facilitazioni da accordare alle navi in crociere, a seguito dello sviluppo mondiale delle crociere;

3) studiare le particolari misure di cui dovrebbero beneficiare i passeggeri in transito, e mettere a punto le disposizioni tendenti a semplificare le formalità che li riguardano;

4) prevedere le misure di facilitazione che potrebbero essere auspicabili per le navi utilizzate per scopi scientifici;

5) studiare i problemi particolari relativi alla quarantena delle piante e degli animali e, riconoscendo l'utilità della cooperazione internazionale al fine di impedire la propagazione dei flagelli e delle malattie degli animali e delle piante, formulare delle disposizioni uniformi sugli aspetti di tali problemi che sono connessi con la semplificazione dei trasporti marittimi.

RISOLUZIONE 6.

Semplificazione delle formalità relative al turismo ed ai viaggi internazionali

La Conferenza Internazionale del 1965 sulla facilitazione dei viaggi e trasporti marittimi,

Riconoscendo che le raccomandazioni relative alla semplificazione delle formalità adottate dalla Conferenza delle Nazioni Unite sul turismo ed i viaggi internazionali, tenutasi a Roma nel 1963, sono applicabili a tutti i mezzi di trasporto,

Considerando che l'applicazione di tali raccomandazioni può favorire in larga misura i viaggi ed i trasporti marittimi,

1) richiama l'attenzione degli Stati rappresentati alla Conferenza sulle raccomandazioni che figurano nel Rapporto finale della Conferenza delle Nazioni Unite sul turismo e sui viaggi internazionali riguardanti la semplificazione delle formalità governative per i viaggi internazionali;

2) invita, inoltre, tali Stati a studiare i mezzi per attuare ogni raccomandazione al fine di semplificare le formalità e di raggiungere gli obiettivi della presente Conferenza.

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione alla provincia di Bari ad assumere un mutuo suppletivo per l'integrazione del bilancio 1969

Con decreto ministeriale in data 5 ottobre 1971 la provincia di Bari viene autorizzata ad assumere un mutuo suppletivo di L. 285.600.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1969 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo suppletivo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(9423)

Autorizzazione alla provincia di Forlì ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1970

Con decreto ministeriale in data 5 ottobre 1971 la provincia di Forlì viene autorizzata ad assumere un mutuo di lire 1.468.000.000 per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1970 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, a' sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(9424)

MINISTERO DELLA SANITÀ

Autorizzazione all'amministrazione dell'arcispedale « S. Anna » di Ferrara ad istituire una scuola per tecnici di radiologia medica.

Con decreto n. 900.8.IX.29/1633, in data 13 settembre 1971, del Ministro per la sanità di concerto con il Ministro per la pubblica istruzione, l'amministrazione dell'arcispedale « S. Anna » di Ferrara, è autorizzata ad istituire una scuola per tecnici di radiologia medica, con sede presso l'ospedale medesimo, ai sensi della legge 4 agosto 1965, n. 1103.

(9079)

MINISTERO DELL'INDUSTRIA DEL COMMERCIO E DELL'ARTIGIANATO

Spostamento del periodo di svolgimento del « XXX Mercato internazionale del tessile per l'abbigliamento - arredamento », in Milano.

I promotori del « XXX Mercato internazionale del tessile per l'abbigliamento-arredamento » hanno reso noto che organizzeranno in Milano la predetta manifestazione dal 6 al 9 novembre 1971 anzichè dal 6 all'8 novembre 1971, come precedentemente comunicato.

(9090)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Sostituzione dei liquidatori della società cooperativa « Latteria sociale di Calice al Cornoviglio », con sede in Calice al Cornoviglio.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, in data 29 settembre 1971, il dott. Enzo Aquilani è stato nominato liquidatore della società cooperativa « Latteria sociale di Calice al Cornoviglio », con sede in Calice al Cornoviglio (La Spezia), costituita per rogito Carpena in data 24 ottobre 1954, in sostituzione dei signori Giuseppe Calorini e Aristide Baldiglio, ai sensi dell'art. 2545 del Codice civile.

(9356)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELLE FINANZE

Concorso per esami per posti nell'organizzazione strumentale della banda della guardia di finanza

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Vista la legge 23 aprile 1959, n. 189, sull'ordinamento della guardia di finanza;

Vista la legge 13 luglio 1965, n. 882, sull'ordinamento della banda della guardia di finanza e successive modificazioni;

Visti il regio decreto 3 gennaio 1926, n. 126; il regio decreto-legge 24 luglio 1931, n. 1223, convertito nella legge 21 dicembre 1931, n. 1710; la legge 29 gennaio 1942, n. 64, contenenti norme sul reclutamento dei militari di truppa della guardia di finanza;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n 3 e successive aggiunte, riguardanti i titoli preferenziali per l'ammissione ai pubblici impieghi;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 3 maggio 1957, n. 686, che detta norme di esecuzione del testo unico delle disposizioni sullo statuto degli impiegati civili dello Stato;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 28 dicembre 1970, n. 1077, sul riordinamento delle carriere degli impiegati civili dello Stato;

Vista la legge 17 aprile 1957, n. 260, che estende, con varianti, alla guardia di finanza le disposizioni sullo stato dei sottufficiali dell'Esercito - Arma dei carabinieri, contenute nella legge 31 luglio 1954, n 599;

Vista la legge 3 agosto 1961, n. 833, sullo stato giuridico dei vice-brigadieri e dei militari di truppa della guardia di finanza;

Vista la legge 4 gennaio 1968, n. 15, recante norme sulla documentazione amministrativa e sulla legalizzazione e autenticazione di firme;

Tenuto conto dei posti in atto vacanti nella banda della guardia di finanza;

Decreta:

Art. 1.

Posti messi a concorso

Sono indetti i seguenti concorsi per esami, separati per ciascuna parte e suddivisione di parte, per ricoprire i sottoindicati posti nell'organizzazione strumentale della banda della guardia di finanza:

	Numero dei posti
Prime parti *A*	
1° flauto	1
1° clarinetto piccolo in mib (con l'obbligo del clarinetto piccolo lab)	1
1ª tromba in sib acuto	1
1° flicorno sopranino in mib	1
1° flicorno soprano in sib	1
1° flicorno tenore in sib	1
Prime parti *B*	
1° clarinetto soprano in sib n. 1-*bis* (con l'obbligo del solista)	1
1° clarinetto contralto in mib	1
1° clarinetto basso in sib	1
1° saxofono contralto in mib	1
1° fagotto	1
1° flicorno contrabasso in sib	1
cassa (con l'obbligo dei timpani, xilofono, celeste, vibrafono)	1
Seconde parti *A*	
corno inglese (con l'obbligo dell'oboe)	1
2° clarinetto soprano in sib n. 1	1
2° saxofono contralto in mib	1
1° flicorno contralto in mib	1
1° flicorno basso grave in fa	1
timpani (con l'obbligo della cassa, del tamburo ed altri strumenti a percussione)	1
Seconde parti *B*	
2° clarinetto contralto in mib	1
2° saxofono soprano in sib	1
2ª tromba in fa o mib	1
2° flicorno basso in sib	1
Terze parti *A*	
2° fagotto	1

Terze parti B	Numero dei posti
3° flauto (con l'obbligo dell'ottavino)	1
2ª tromba in sib basso	1
trombone contrabasso in sib	1

Art. 2.
Requisiti e condizioni per l'ammissione ai concorsi

Possono partecipare ai concorsi i cittadini italiani che alla data del 31 dicembre dell'anno in corso abbiano compiuto il diciottesimo anno di età e non abbiano superato il trentesimo. Tale limite è elevato di anni cinque per i militari delle forze armate o dei Corpi di polizia, in attività di servizio. Per i musicanti della banda della guardia di finanza che concorrono per una parte superiore a quella di appartenenza si prescinde dal limite di età.

Gli altri aumenti dei limiti di età previsti per l'ammissione ai concorsi per i pubblici impieghi non si applicano ai concorsi regolati dal presente decreto.

I concorrenti che non siano già in servizio nella guardia di finanza debbono inoltre:

essere in possesso del certificato dal quale risulti che abbiano superato gli esami finali della quinta classe elementare;

avere costituzione fisica sana e robusta e statura non inferiore a metri 1,65;

avere sempre tenuto regolare condotta da valutarsi a giudizio insindacabile dell'amministrazione;

ottenere, se minorenni, atto di assenso del genitore esercente la patria potestà o, in mancanza di questi, della persona che esercita la tutela. Tale documento deve essere prodotto soltanto dai candidati minorenni che non siano già militari in servizio nelle forze armate o nei Corpi di polizia;

ottenere il nulla osta della competente autorità militare. Tale documento deve essere prodotto soltanto dai concorrenti che si trovano in servizio militare, da quelli che abbiano già partecipato alla visita di leva, dai giovani arruolati senza visita ai sensi degli articoli 45 e 61 del decreto del Presidente della Repubblica 14 febbraio 1964, n. 237 e dagli iscritti nelle liste di leva di mare.

Tutti i requisiti, tranne quello dell'età, devono essere posseduti alla data di scadenza del termine prescritto per la presentazione della domanda di ammissione ai concorsi.

Art. 3.
Domanda di ammissione

La domanda di ammissione, redatta su carta da bollo, firmata dall'interessato, deve essere indirizzata al Comando della legione allievi della guardia di finanza, viale XXI Aprile, n. 51 Roma.

Anche i concorrenti appartenti al Corpo devono far pervenire la domanda direttamente al comando suddetto. Essi dovranno darne contemporaneamente comunicazione gerarchica al comando da cui dipendono.

Il termine per la presentazione delle domande è di trenta giorni a decorrere dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Le domande di ammissione al concorso si considerano prodotte in tempo utile anche se spedite a mezzo di raccomandata o di raccomandata con avviso di ricevimento entro il termine indicato. A tal fine fa fede il timbro a data dell'ufficio postale accettante.

Le domande prodotte oltre il termine di cui sopra saranno considerate come non giunte e gli aspiranti saranno esclusi dal concorso.

La firma in calce alla domanda deve essere autenticata da una delle autorità indicate nell'art. 20 della legge 4 gennaio 1968, n. 15 (funzionario competente a ricevere la documentazione, notaio, cancelliere, segretario comunale o altro funzionario incaricato dal sindaco). Per i dipendenti statali è sufficiente il visto del capo dell'ufficio nel quale prestano servizio o, se militari, dell'ufficiale da cui direttamente dipendono.

Art. 4.
Elementi da indicare nella domanda
(veggasi modello allegato 1)

I concorrenti devono indicare nella domanda:

a) cognome, nome, data e luogo di nascita, residenza, distretto militare di appartenenza;

b) il possesso della cittadinanza italiana;

c) il comune dove sono iscritti nelle liste elettorali, ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

d) le eventuali condanne penali riportate;

e) titolo di studio posseduto;

f) posizione nei riguardi del servizio militare;

g) se siano o meno incorsi in provvedimenti di destituzione o dispensa dal servizio presso una pubblica amministrazione ovvero di decadenza dall'impiego;

h) la parte e lo strumento per i quali intendono concorrere. E' consentito concorrere per più di uno strumento presentando distinte e separate domande, unica rimanendo la documentazione;

i) indirizzo proprio e della famiglia. Ogni variazione di indirizzo deve essere segnalata direttamente al comando della legione allievi della guardia di finanza, il quale tuttavia non assume alcuna responsabilità circa possibili disguidi derivanti da errate, mancate o tardive segnalazioni di variazione di recapito o da eventi di forza maggiore.

Qualora i concorrenti abbiano diritto agli aumenti dei limiti di età di cui al primo comma del precedente art. 2 dovranno farne specifica menzione.

I concorrenti che sono tenuti a produrli devono allegare alla domanda i seguenti documenti:

atto di assenso su carta da bollo per contrarre l'arruolamento volontario nella guardia di finanza, reso e sottoscritto dal genitore esercente la patria potestà o dal legale rappresentante dinanzi al sindaco del comune di residenza o da chi ne è da questi delegato ovvero convalidato da un notaio;

nulla osta su carta da bollo della competente autorità militare.

Per quelle domande che risultassero formalmente irregolari, il Comando generale della guardia di finanza si riserva, a suo giudizio discrezionale ed insindacabile, la facoltà di accoglierne la successiva regolarizzazione anche oltre i termini stabiliti.

Art. 5.
Istruttoria delle domande

Il comando della legione allievi della guardia di finanza provvederà ad istruire le domande presentate dai concorrenti che non siano già in servizio nella guardia di finanza, nei modi di rito prescritti per gli aspiranti all'arruolamento nel Corpo e correderà le domande presentate dai concorrenti già in servizio nella guardia di finanza di un rapporto informativo particolareggiato, redatto dal comandante di compagnia o di gruppo, al rango di capitano, o di reparto corrispondente, annotato e firmato dai successivi superiori gerarchici sino al comandante di legione o reparto equiparato inclusi.

Art. 6.
Commissioni

Con determinazione del comandante generale della guardia di finanza saranno nominate:

a) la commissione per l'accertamento dell'idoneità fisica dei concorrenti al servizio incondizionato nella guardia di finanza;

b) la commissione giudicatrice per la valutazione delle prove di esame, costituita ai sensi dell'art. 4 della legge 13 luglio 1965, n. 882.

Art. 7.
Ammissione ai concorsi

Il comandante generale della guardia di finanza ammette ai singoli concorsi i candidati che ne hanno titolo.

Il Ministro per le finanze può escludere dal concorso qualsiasi candidato che non giudicasse meritevole di ottenere la nomina a sottufficiale, appuntato o finanziarie della guardia di finanza.

Art. 8.
Accertamento dell'idoneità fisica

I candidati ammessi al concorso, che non siano già in servizio nella guardia di finanza, sono sottoposti, prima delle prove di esame, a visita medica per stabilire la loro idoneità fisica al servizio militare nella guardia di finanza, da parte della commissione di cui alla lettera *a*) del precedente art. 6, che si pronunzia con giudizio insindacabile.

Art. 9.
Prove di esame

I candidati giudicati idonei nella visita medica e quelli già in servizio nella guardia di finanza, ammessi al concorso, devono sostenere le seguenti prove di esame:

1) per i concorrenti di tutte le parti ad eccezione di quelli che concorrono per gli strumenti a percussione:

a) esecuzione a solo, con lo strumento per il quale si concorre, di un pezzo da concerto studiato, a scelta del concorrente;

b) lettura ed esecuzione a prima vista, con lo stesso strumento e con l'eventuale strumento d'obbligo, di brani musicali scelti dalla commissione;

c) esecuzione di uno o più brani, a scelta della commissione, nell'insieme della banda, con lo strumento per il quale si concorre e con l'eventuale strumento d'obbligo;

2) per i concorrenti per gli strumenti a percussione:

a) esecuzione a solo, con lo strumento per il quale si concorre e con lo strumento d'obbligo principale, di una composizione studiata, a scelta del concorrente;

b) lettura ed esecuzione a prima vista, con gli stessi strumenti, di brani musicali scelti dalla commissione e dimostrazione pratica di conoscere sufficientemente gli altri strumenti a percussione;

c) esecuzione di uno o più brani, a scelta della commissione, nell'insieme della banda, con lo strumento per il quale si concorre e con lo strumento d'obbligo principale.

Art. 10.

Presentazione alla visita medica e alle prove di esame

La visita medica avrà luogo presso la legione allievi della guardia di finanza in Roma a far tempo dal giorno 10 febbraio 1972 e con inizio alle ore 9 di ciascun giorno.

I concorrenti che non avranno ricevuto comunicazione della eventuale esclusione dal concorso dovranno presentarsi alla visita medica anche se non riceveranno l'apposito invito.

Le prove di esame avranno luogo presso la legione allievi della guardia di finanza in Roma, nel giorno e nell'ora che saranno fissati e comunicati ai concorrenti non meno di venti giorni prima dell'inizio di esse.

I concorrenti dovranno presentarsi alla data e all'ora stabilite muniti di valido documento di identità personale.

Il candidato che non si presenterà nel giorno e nell'ora fissati o che non possa validamente provare la propria identità personale sarà escluso dal concorso.

Art. 11.

Valutazione delle prove e formazione delle graduatorie

Per ciascuna prova di esame ogni membro della commissione giudicatrice con diritto a voto attribuisce al concorrente un punto di merito da zero a venti; il punto di merito di ogni candidato, per ciascuna prova, si ottiene sommando i punti attribuiti dai singoli esaminatori e dividendo tale somma per il numero degli esaminatori stessi.

Consegue l'idoneità nell'esame il candidato che riporta in ciascuna prova un punteggio di merito non inferiore a 12/20.

La commissione, sulla base della somma delle medie attribuite ai concorrenti per ogni singola prova, forma la graduatoria degli idonei, distintamente per ogni concorso.

In ciascun concorso, a parità di merito, sono osservate le norme di cui all'art. 9, ultimo comma, della legge 13 luglio 1965, n. 882 e quelle contenute nell'art. 5 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, e successive disposizioni in materia

I candidati primi classificati in più concorsi saranno invitati a presentare domanda di opzione per la parte e lo strumento prescelti (veggasi modello allegato 2) entro trenta giorni dalla data della lettera di comunicazione. Non verificandosi tale opzione, la scelta sarà fatta dal Ministero per le finanze su proposta motivata del comandante generale della guardia di finanza.

Art. 12.

Approvazione delle graduatorie e nomina dei vincitori dei concorsi

Con proprio decreto sono approvate le graduatorie relative ai singoli concorsi e i concorrenti primi classificati sono dichiarati vincitori dei concorsi medesimi.

In caso di rinunzia dei primi classificati sono dichiarati vincitori, seguendo l'ordine delle singole graduatorie, i concorrenti risultati idonei.

I vincitori dei concorsi sono nominati vicebrigadieri, appuntati o finanzieri del Corpo della guardia di finanza a seconda che debbano essere inseriti, rispettivamente, nell'organizzazione strumentale delle prime, delle seconde o delle terze parti della banda.

Con tale grado essi sono sottoposti all'esperimento di cui all'art. 10 della legge 13 luglio 1965, n. 882.

Art. 13.

Matrimonio

I sottufficiali, gli appuntati e i finanzieri della banda celibi, possono essere autorizzati a contrarre matrimonio a prescindere dal compimento del limite di età previsto dalle disposizioni vigenti per i sottufficiali e i militari di truppa della guardia di finanza.

Art. 14.

Stato e avanzamento

Lo stato e l'avanzamento dei sottufficiali, appuntati e finanzieri musicanti, sono disciplinati dal titolo III, capo II, e dal titolo IV, capo II, della legge 13 luglio 1965, n. 882.

Art. 15.

Riduzioni per viaggi in ferrovia

I concorrenti, per tutti i viaggi in ferrovia che sono tenuti a compiere per effetto della loro convocazione hanno diritto al beneficio della tariffa militare, in aderenza a quanto previsto dal decreto interministeriale 24 giugno 1959, n. 5795, art. 13, punto II.

Essi saranno provvisti delle richieste mod. *B* di colore giallo, unitamente ad un foglio di via, a cura dei comandi della guardia di finanza competenti per territorio, per i viaggi dalla propria sede a Roma, e dal comando della legione allievi, per i viaggi di ritorno in famiglia.

Ai concorrenti residenti all'estero verranno rimborsate le spese di viaggio dalla stazione ferroviaria di confine o dal porto di sbarco nel territorio della Repubblica, alla sede della legione allievi e viceversa.

Art. 16.

Alloggio e vettovagliamento

I candidati durante la loro permanenza presso il comando della legione allievi per le prove del concorso, fruiranno, ove lo richiedano, di vitto e alloggio gratuiti.

Art. 17.

Documentazione da produrre

I candidati collocati utilmente nelle graduatorie saranno invitati a far pervenire al comando della legione allievi della guardia di finanza, a mezzo posta raccomandata, entro trenta giorni dalla data della lettera di comunicazione, a pena di decadenza, la seguente documentazione:

a) estratto dell'atto di nascita (non certificato) su carta da bollo recante l'annotazione dello stato civile;

b) certificato di cittadinanza italiana, su carta da bollo;

c) certificato su carta da bollo dal quale risulti che il candidato gode dei diritti politici, ovvero che non è incorso in alcuna delle cause che, ai sensi delle disposizioni vigenti, ne impediscono il possesso;

d) certificato generale del casellario giudiziale (non è ammesso il certificato penale); per i concorrenti nati all'estero, il certificato dovrà essere rilasciato dal casellario centrale presso il Ministero di grazia e giustizia;

e) uno dei seguenti documenti rilasciati in conformità alle prescrizioni della legge sul bollo:

copia dello stato di servizio o del foglio matricolare per i concorrenti che abbiano prestato o prestino servizio militare;

foglio di congedo illimitato provvisorio o certificato dello esito di leva rilasciato dal comune per i concorrenti che abbiano soltanto concorso alla leva. Per coloro che non sono stati giudicati «abile arruolato», il motivo della non idoneità deve risultare dal certificato;

certificato di iscrizione nelle liste di leva rilasciato dal comune, per i concorrenti che non abbiano ancora concorso alla leva.

I candidati appartenenti a classi per le quali non siano state ancora compilate le liste di leva devono produrre una dichiarazione del sindaco, dalla quale risulti che essi saranno compresi nelle liste della propria classe di leva;

f) titolo di studio in originale o in copia autentica in conformità all'art. 4 della legge 4 gennaio 1968, n. 15.

I diplomi ed i certificati rilasciati dai capi delle scuole parificate o legalmente riconosciute devono essere legalizzati dal provveditore agli studi; sono esenti dalla legalizzazione quelli rilasciati dai capi dei predetti istituti di Roma e provincia;

g) i certificati rilasciati dalle competenti autorità su carta da bollo da L. 500 comprovante il possesso dei requisiti che conferiscono ai candidati i titoli preferenziali stabiliti dall'art. 5 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n 3, e successive modificazioni;

h) eventuale domanda di opzione.

Non è ammesso fare riferimento a documenti presentati ad altre amministrazioni dello Stato ovvero alla stessa amministrazione per concorsi diversi da quelli regolati dal presente decreto.

Quando la certificazione è rilasciata da uno stesso ufficio in luogo dei documenti indicati alle lettere *a*), *b*) e *c*), gli interessati possono produrre un solo atto comprovante fatti, stati e qualità personali richiesti dai singoli documenti.

I documenti di cui alle precedenti lettere *a*), *b*), *c*), *d*) ed *e*) devono essere di data posteriore a quella di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* e così pure quello contenente più certificazioni.

Per i casi di forza maggiore, il comando generale della guardia di finanza si riserva la facoltà di ammettere altri documenti e di prescrivere atti notori in sostituzione di quelli previsti dal presente bando e, per quelle documentazioni che risultassero formalmente irregolari, si riserva la facoltà di accoglierne la successiva regolarizzazione anche oltre il termine anzidetto.

I concorrenti dichiarati poveri possono produrre, in esenzione dal bollo, i documenti di cui alle lettere *a*), *b*), *c*), *e*), *g*) ed *h*), a condizione che su di essi siano riportati gli estremi del certificato in carta libera del sindaco e delle autorità di pubblica sicurezza comprovante la iscrizione nell'elenco dei poveri.

I concorrenti in servizio nella guardia di finanza, nell'Arma dei carabinieri, nel Corpo delle guardie di pubblica sicurezza o nel Corpo degli agenti di custodia, devono produrre soltanto il titolo di studio e i documenti di cui alle lettere *g*) ed *h*), da far pervenire entro il termine indicato al primo comma del presente articolo.

La data di arrivo della documentazione anzidetta è stabilita secondo le norme indicate dal precedente art. 3 (quarto comma).

I concorrenti che risiedono all'estero potranno essere autorizzati a presentare i documenti entro un termine diverso da quello stabilito al primo comma del presente articolo.

Tale termine verrà di volta in volta fissato dal comando della legione allievi della guardia di finanza nella relativa lettera di comunicazione. In tal caso essi dovranno esibire una dichiarazione della competente autorità attestante che alla data di presentazione della domanda di partecipazione al concorso risiedevano all'estero.

Per i documenti sopraindicati, non è necessaria la legalizzazione.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 17 agosto 1971

Il Ministro: Preti

Registrato alla Corte dei conti, addì 8 settembre 1971
Registro n. 47 Finanze, foglio n. 32

Allegato 1

(Modello della domanda di ammissione al concorso in carta da bollo da L. 500)

Al Comando della legione allievi della guardia di finanza - Viale XXI Aprile, 51 - 00162 Roma

Oggetto: Domanda di ammissione al concorso per musicante della banda della guardia di finanza.

Il sottoscritto (1) . . nato il (giorno, mese, anno) . . a . . (provincia di . .) residente a . . (provincia di .) via . n. . chiede l'ammissione al concorso per musicante della banda della guardia di finanza.

Desidera sostenere le prove per le (2) .
e per il seguente strumento (3) .

All'uopo dichiara sotto la sua personale responsabilità:

di essere cittadino italiano;

di essere iscritto nelle liste elettorali del comune di . . ;

di non aver riportato condanne penali (4);

di essere in possesso del titolo di studio di . . conseguito presso . . ;

di trovarsi nella posizione militare di (5). . ;

di appartenere al distretto militare di . .
(oppure iscritto nelle liste di leva del comune di . .);

di non essere mai incorso in provvedimenti di destituzione o dispensa dal servizio presso una pubblica amministrazione ovvero di decadenza dall'impiego (6).

Fa presente di aver diritto all'aumento del limite di età per il seguente motivo (7) . . . .

Dichiara altresì che la propria famiglia risiede a . . . (provincia di . . . .) in via . . . . n. . e che desidera avere le comunicazioni relative al concorso in oggetto al seguente indirizzo . . . .

Allega alla presente i seguenti documenti (8):

atto di assenso;

nulla osta della competente autorità militare.

Data . . . . .

Il candidato
. . . .

(1) Cognome e nome (se scritti a mano in stampatello).

(2) Parti per le quali si concorre (esempio: prime parti *A* . . . .).

(3) Strumento per il quale si concorre. Deve essere trascritta integralmente la denominazione riportata nel bando (esempio: primo clarinetto soprano in sib n. 8).

(4) In caso contrario, indicare le condanne penali riportate, la data del provvedimento e l'autorità giudiziaria che lo ha emesso.

(5) Specificare se debba o meno assolvere gli obblighi della ferma di leva; se attualmente trovasi o meno in servizio militare e, qualora in congedo, indicare l'arma cui apparteneva. I militari in servizio devono specificare la durata del servizio prestato e la propria posizione di stato.

(6) I candidati che siano incorsi in uno dei detti provvedimenti debbono indicare il motivo e l'amministrazione da cui dipendevano.

(7) Veggasi art. 2 del bando.

(8) Soltanto per i candidati che sono tenuti a produrli a norma dell'art. 2 del bando di concorso.

Allegato 2

(Modello della domanda di opzione in carta da bollo da L. 500)

Al Comando della legione allievi della guardia di finanza - Viale XXI Aprile, 51 00162 Roma

Oggetto: Domanda di opzione.

Il sottoscritto (1) . . . . nato . . . il . . . . . . residente a . . . . . . avendo conseguito l'idoneità in più concorsi per la nomina a musicante della banda della guardia di finanza, dichiara di optare per quello relativo alle (2) . . . . . . e per lo strumento (3) . . . .

Data . . . . .

Firma del candidato
. . . .

(1) Cognome e nome.

(2) Parti per le quali si desidera optare (es. prime parti *A* . . . . .).

(3) Strumento per il quale si desidera optare (indicare la esatta denominazione riportata nel bando).

(8869)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Diario della prova scritta del concorso pubblico ad un posto di tecnico laureato di 3ª classe in prova presso l'osservatorio astronomico di Trieste.

La prova scritta del concorso pubblico ad un posto di tecnico laureato di 3ª classe in prova presso l'osservatorio astronomico di Trieste, indetto con decreto ministeriale 12 luglio 1970, registrato alla Corte dei conti il 15 maggio 1971, registro n. 32, foglio n. 327, avrà luogo il giorno 8 novembre 1971, con inizio alle ore 9, presso l'osservatorio astronomico di Trieste, via G. B. Tiepolo, 11, Trieste.

(9486)

ANTONIO SESSA, *direttore* Achille De Rogatis, *redattore*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.